

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE WAKF

et l'utilité économique de son maintien en Egypte

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

*Présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de Paris
le 10 Juin 1926, à 2 heures*

PAR

Youssef Mohamed DELAVOR

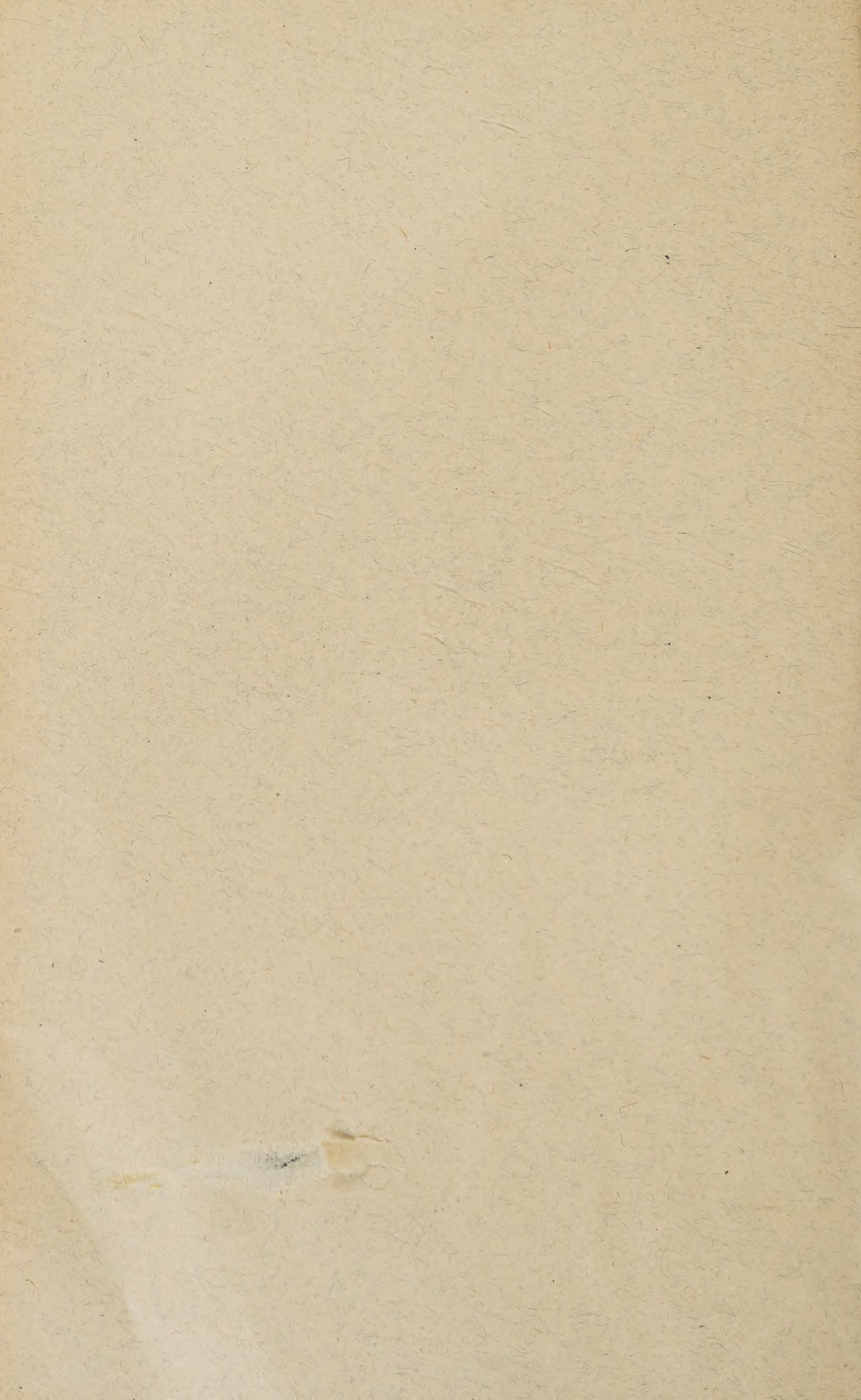
Président : M. W. OUALID.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. PERREAU.} \\ \text{M. MAUNIER.} \end{array} \right.$

MARCEL VIGNÉ, ÉDITEUR

13, RUE DE L'ÉCOLE DE MÉDECINE
PARIS

—
1926



LE WAKF

Et l'utilité économique de son maintien en Egypte

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE WAKF

et l'utilité économique de son maintien en Egypte

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de Paris

le 10 Juin 1926, à 2 heures

PAR

Youssef Mohamed DELAVOR

Président : M. W. OUALID.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. PERREAU.} \\ \text{M. MAUNIER.} \end{array} \right.$

MARCEL VIGNÉ, ÉDITEUR

13, RUE DE L'ÉCOLE DE MÉDECINE
PARIS

1926

.....

*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*

.....



A MON PÈRE

*Qui m'a inspiré le sujet de cette
thèse. Un faible témoignage de
ma profonde reconnaissance.*

A MA MÈRE

*En témoignage de ma grande
affection.*

A MES FRÈRES ET SŒURS

Fraternelle affection.

A MES AMIS

Gage de sincère dévouement.

A MON PRÉSIDENT DE JURY

Pour m'avoir fait l'honneur d'accepter la Présidence de ma thèse.

A TOUS MES PROFESSEURS

Hommage de reconnaissance.

Avant-Propos

Le Wakf est une des institutions qui malgré le temps qu'elle a parcouru et les innombrables ouvrages qui l'ont traitée, reste toujours une étude jeune et digne d'intérêt. Nous ne nous dissimulons pas, pourtant, que le titre que nous avons choisi à notre modeste ouvrage ne nous vaille de la part des doctes économistes d'Egypte, et nous entendons par là les nombreux gens de Robe, de Finance et de Politique, qui ont traité plus ou moins de la matière, nous ne nous dissimulons pas, disons-nous, les vives critiques qu'ils vont nous soulever. La plupart d'entre eux, en effet, se sont solidarisés pour combattre le wakf. Et chacun trouve un argument en faveur de sa thèse, argument souvent erroné, basé sur l'intérêt individuel plus que sur l'intérêt national, parfois établi sur une fausse interprétation des textes régissant la matière, mais toujours aboutissant à cette conclusion : « Le wakf est une institution pérenne, il est antiéconomique, il doit être aboli » ni plus ni moins. Une institution qui date de plus de mille trois cents ans, une institution qui a pu résister aux temps et aux changements qui ont altéré tant de choses depuis, une institution qui malgré les plus vives critiques a pu survivre et progresser, doit être abolie du jour au lendemain parce qu'elle est vieille, parce qu'elle est antiéconomique ! L'argument, il est aisé de le voir, n'est pas solide à sa base. Qu'une institution soit vieille, ce n'est pas une raison suffisante pour qu'elle soit abolie ; quant à dire qu'elle est antiéconomique, l'argument

n'aurait aucune valeur réelle tant qu'on ne tient pas compte de certains à-côté qui font s'évanouir plus d'une théorie économique. La science économique est relativement jeune, elle a son berceau dans les pays d'Occident; de ce fait, il n'est pas toujours prudent de l'appliquer un peu partout et la généraliser. La mettre aux prises avec une institution d'un genre tout à fait spécial, la transporter sans aucune altération dans des pays antipodes où la mentalité, les coutumes, la civilisation sont toutes différentes, c'est diminuer incontestablement de sa valeur et lui faire perdre son caractère essentiel qui est basé sur la conciliation parfaite des intérêts individuels avec les intérêts généraux de la société, mais encore faut-il limiter cette société et ne pas l'étendre au monde entier.

Toutefois, conscients du rôle civilisateur des pays d'Occident et de l'effet bienfaisant que peut avoir l'économie politique dont elle émane, sagement appliquée, nous allons nous baser, autant que possible, sur ces théories mêmes pour prouver que le wakf n'est pas antiéconomique; bien mieux, qu'il remplit plusieurs des conditions essentielles que cette science exige, et qu'au contraire c'est plutôt son abrogation qui serait antiéconomique et antinationale au point de vue Égyptien. Si toutefois cette dernière considération l'emporte en certains cas sur des considérations économiques pures, c'est preuve simplement de ce que nous avons avancé, que l'économie politique, toute bonne qu'elle soit, ne doit pas être généralisée.

Pour suivre la ligne de conduite que nous venons d'énoncer, nous délimitons l'étude de notre sujet et son étendue et nous énonçons ainsi notre thèse : Le wakf, en soi, est une institution digne d'intérêt tant au point de vue historique qu'au point de vue juridique et économique, que nous nous déclara-

rons partisans du wakf en tant que simple institution juridique, et qu'au point de vue économique son maintien en l'état actuel des choses est incontestablement utile en Egypte et nous tenons à préciser que nous bornons notre étude au wakf en Egypte, suivant les lois applicables en la matière dans ce pays, et nous précisons, parce qu'impartiaux nous ne pouvons généraliser pour d'autres pays où il serait d'un caractère tout différent et de conséquences différentes sous des conditions différentes. Quant au point de vue historique, il suffit de rappeler que le wakf est une institution purement coutumière qui a pu survivre jusqu'à nous avec une flagrante intensité qui va de plus en plus grandissante pour que sa défense soit facile à réaliser.

Tel est en résumé l'énoncé et le but de notre thèse, et si le courant nous sera dur à remonter, nous faciliterons notre tâche en faisant précéder notre sujet d'une courte introduction, purement théorique, où nous traiterons du wakf au point de vue institution juridique. Nous nous excusons à l'avance si nous sortons un peu du domaine économique, mais nous estimons qu'il est utile de commencer par là pour l'enchaînement des idées qui dépendent les unes des autres et parce que surtout cela nous est utile pour relever certaines erreurs théoriques qui auraient pu glisser dans les ouvrages qui ont déjà traité ce sujet, ou faire ressortir la différence du point de départ de ces ouvrages, qui aboutissent à des conclusions différentes de celles que nous tendons à mettre au jour, dans la mesure où notre plume nous permettra de le faire. Nous voulons espérer ainsi traduire une forte conviction que nous sommes persuadés être dans l'intérêt même de l'Egypte, tant au point de vue national qu'au point de vue économique et social.

Introduction

I. — Définition, caractère, validité et effets du Wakf

En Egypte, le wakf est réglementé suivant les préceptes de Abou Youssef, disciple d'Abou Hanifa, contrairement à toutes les questions relevant du D' musulman et attribuées aux mehkémehs shariehs, qui sont réglementées suivant les préceptes de ce dernier Imam.

Après l'étude du wakf suivant les préceptes indiqués, on peut en donner la définition suivante qui, malgré qu'elle soit un peu longue, a du moins le mérite d'être juste et ne prête pas à équivoque.

Le wakf est une institution musulmane par laquelle une personne (le constituant : al wakef) se dessaisit immédiatement et irrévocablement du droit de propriété qu'elle a sur un bien déterminé, ce droit de propriété retournant définitivement à Dieu sans qu'aucun des humains ne puisse s'en prévaloir ; l'institution pour être valable doit viser un but final humanitaire ou pieux, sans qu'il soit nécessaire que ce but soit atteint du premier coup ; ce qui distingue le wakf dit « Khaïri » (de bienfaisance), où les revenus vont directement à une œuvre humanitaire ou pieuse, du wakf « Ahli » (de famille), où l'usufruit avant d'arriver à l'œuvre pie passe par une catégorie d'intermédiaires désignés par le constituant.

Dans l'un et l'autre cas, les bénéficiaires n'ont qu'un droit de jouissance.

D'après cette définition, il appert que le wakf est un acte unilatéral, ayant son origine dans les coutumes islamiques, qu'il doit être fait à perpétuité et que son caractère essentiel est qu'il est privatif du droit de propriété avec toutes les conséquences qui découlent de ce fait. Suivant la théorie pure, le wakf est valable du simple vœu du constituant qui l'établit dans l'idée d'un rapprochement de Dieu (Kourba). Il suffit donc qu'une personne remplissant les conditions voulues dise : « Je constitue tel bien qui m'appartient en wakf », pour qu'immédiatement et irrévocablement la propriété tombe et naisse le wakf valable.

Ainsi, l'effet du wakf, c'est la déchéance immédiate et irrévocable du droit de propriété. Cette déchéance est perpétuelle en ce sens que, même les bénéficiaires ne peuvent réclamer ou se prévaloir d'un droit quelconque de propriété. De là, n'ayant qu'un droit d'usufruit, ils ne peuvent ni aliéner, ni hypothéquer, ni léguer les biens à eux dévolus, ils n'ont qu'un simple droit de jouissance. Une fois constitué, le wakf est irrévocable, le constituant ne peut, sous aucun prétexte, revenir sur sa décision.

II. — Du Wakf mobilier

En principe, seuls les immeubles peuvent être constitués en wakf. Le législateur musulman ne reconnaît le caractère immobilier qu'à la propriété foncière, puisque est meuble tout ce qui peut être transporté ou transformé (une bâtisse est meuble parce qu'elle peut être transformée).

Mais à la règle que seuls les immeubles peuvent être constitués en wakf, on apporte trois exceptions :

1° Pour tous les meubles qui peuvent servir à l'usage des mosquées et qui sont constitués à leur profit, sont ainsi susceptibles d'être constitués en wakf au profit des mosquées, les bougies, tapis, nattes, lustres, korans, etc ;

2° Pour les meubles attachés à un immeuble wakf ; ainsi le wakf d'une maison bâtie sur un terrain wakf est valable ;

3° Pour certains meubles qui, sans être attachés à un immeuble, peuvent être constitués en wakf, l'usage ayant consacré leur institution. Ainsi il est permis, par l'usage, de constituer en wakf une partie déterminée de sa fortune liquide ; le wakf des bibliothèques est valable...

La raison qui empêche en principe la constitution des meubles, est que le wakf doit avoir une assignation perpétuelle, or les meubles, en général, ne remplissent pas cette condition. Dans le cas où le wakf des meubles est permis, on trouve toujours moyen de leur donner un caractère de quasi perpétuité. Ainsi, il est d'usage pour l'argent liquide dont il est admis la constitution en wakf de le donner à un commerçant qui l'utilisera dans le commerce en partageant les bénéfices avec les bénéficiaires ou bien en s'engageant à leur payer une somme déterminée d'avance, en gardant pour lui les risques et le surplus du gain. Un usage curieux tolère la constitution en wakf des graines, spécialement du blé et surtout au profit des cultivateurs pauvres. Pour concilier la volonté du constituant avec les principes du wakf, c'est-à-dire pour donner à ces graines un caractère de perpétuité, on a recours à un moyen ingénieux ; le nazir (administrateur) distribue à titre de prêt et en quantité logique, les graines constituées aux

pauvres qui les sèment en s'engageant à rendre, à la fin de la récolte, une quantité égale à celle qu'ils ont reçue ; de la sorte, les graines, ou plutôt la même quantité de graine reste toujours entre les mains du nazir, qui peut indéfiniment suivre la volonté du constituant.

Pour tous les autres meubles non consacrés par l'usage, le wakf n'est pas valable.

III. — Partage des biens constitués entre les bénéficiaires

Le wakf étant un empêchement radical, pour toutes les créatures au droit de propriété sur un bien déterminé, le partage de ce bien devient impossible entre les bénéficiaires, en tant que ce partage confère droit de propriété. Mais il est permis de partager le bien fictivement, soit au point de vue de l'espace ou du temps, suivant la consistance du bien constitué. Prenons un exemple et supposons qu'il s'agit d'une terre constituée en wakf au profit de deux bénéficiaires ; ces derniers peuvent s'entendre à partager le bien, au point de vue du temps et de l'espace en prenant chacun la moitié de la terre en parts égales pour en jouir d'une manière successive, de sorte que chacun d'eux en prenant la moitié de la terre la cultive pendant une année, par exemple, puis échange sa part contre l'autre partie l'année qui suit, et ainsi de suite. Ce partage n'est toutefois valable que par le consentement de tous les bénéficiaires, il reste purement fictif ne conférant aucun droit de propriété, il ne lie aucunement les bénéficiaires, chacun d'eux pouvant revenir sur sa décision.

IV. — Comment doit-on jouir d'un bien wakf

Si le bien constitué en wakf est susceptible à la fois d'habitation et de rapport, on doit se borner à l'une ou à l'autre de ces jouissances suivant le désir exprimé par le constituant. Ainsi, s'il assigne aux bénéficiaires un droit d'habitation, ils ne peuvent en jouir autrement; dans le cas de silence du constituant sur la manière d'en jouir, les bénéficiaires n'ont en principe qu'un droit d'usufruit sans droit d'habitation, toutefois, on s'accorde à leur octroyer ce droit.

V. — Conditions de fond pour la légalité du Wakf

Pour qu'un wakf soit légal, il faut qu'il remplisse certaines conditions que l'on peut envisager sous quatre sortes, suivant qu'elles ont trait, au constituant, à l'acte constitutif du wakf, au bien constitué ou aux bénéficiaires du wakf. Il nous est utile de les passer en revue, au moins rapidement, car elles sont d'un intérêt probant en ce qu'elles limitent la constitution des wakfs et rendent à ces derniers une certaine garantie.

1^o Conditions afférentes au Constituant :

Pour pouvoir constituer valablement un wakf, le constituant doit être *capable de disposer*. Cinq conditions lui sont donc nécessaires de ce fait d'après la loi musulmane.

a) Il doit être libre; l'esclave ne peut constituer un wakf, même s'il est autorisé par son maître à faire le commerce.

b) Il doit être sain d'esprit; le wakf du fou est nul; on assimile l'imbécillité à la folie.

c) Il doit être majeur. Le wakf du mineur est nul, même s'il est en état de discernement, et même s'il est autorisé par son tuteur ; car ce dernier ne peut autoriser une donation, et le wakf en est presque un semblant.

d) Il ne doit pas être interdit pour cause de prodigalité. Toutefois, le wakf peut être considéré comme valable en certains cas ; c'est quand il le constitue à son profit pendant sa vie, puis au profit de sa descendance après sa mort et à leur extinction aux pauvres. Dans ce cas, en effet, le prodigue a fait œuvre intelligente qui ne met aucunement son patrimoine en danger.

e) Il ne doit pas être interdit pour cause de dette. La bonne ou la mauvaise foi du débiteur ne joue aucun rôle. Pour que le wakf soit considéré comme nul, il faut qu'il y ait interdiction, hypothèque ou commencement de poursuite par les créanciers. Ainsi, si un débiteur, quoique endetté, mais non interdit, constitue la totalité de ses biens en wakf, ce wakf reste valable à l'encontre des créanciers négligeants. Au cas d'hypothèque, et quand la dette n'englobe pas tout le patrimoine du débiteur, ce dernier, malgré l'interdiction, peut constituer en wakf tout ce qui excède la dette due.

3° Conditions afférentes à l'acte constitutif.

Il faut pour la validité de l'acte constitutif, qu'il remplisse six conditions :

a) Le wakf doit être actuel, immédiat, c'est-à-dire qu'il ne soit pas suspendu par une condition future pour sa réalisation. Ainsi, si le constituant dit : je constitue telle maison en wakf si elle m'appartient, et que la maison ne lui appar-

tienne pas au moment de la constitution, le wakf n'est pas valable, même s'il vient à acquérir cette maison plus tard ; de même s'il dit : si j'achète cette maison elle sera wakf, et que de fait il achète la maison, le wakf n'est encore pas valable. Dans ces deux cas, l'objet qui devait être constitué dépendait d'une condition future. Une nouvelle constitution lui est nécessaire pour que le wakf soit valable.

b) Le wakf ne doit pas être suspendu par une condition d'après mort. C'est pendant la vie du constituant qu'il doit commencer à courir pour être valable, sinon il est considéré comme un leg.

c) Le wakf doit être fait à perpétuité. Le wakf pour un temps limité est nul.

d) L'acte ne doit pas contenir une condition résolutoire ; en disant je constitue telle maison en wakf en me réservant le droit de le résoudre après un certain temps, mon wakf est nul, sauf s'il est fait en faveur d'une mosquée, il reste valable, la condition seule est annulée.

e) L'acte ne doit pas être contraire à l'essence même du wakf. Ainsi, la réserve de vendre un wakf, annule l'acte. Ici encore, il est fait exception des wakfs constitués en faveur des mosquées qui sont valables quand même, et c'est la réserve seule qui est annulée.

f) Il faut que l'institution ait une assignation finale impérissable, tels les pauvres, les institutions de charité, les lieux du culte, etc..., qui, dans la logique doivent être considérés comme ne devant jamais prendre fin. Si le constituant fait son wakf au profit de personnes périssables, il faut pour que le wakf soit valable qu'il ajoute après la désignation des béné-

ficiaires, ces mots : « A perpétuité ». Ce qui laisse à l'administrateur un champs large d'action après extinction du dernier bénéficiaire, les revenus allant alors à un but purement humanitaire ou pieux qui ait un caractère de quasi perpétuité.

III. — Conditions afférentes au bien constitué

Pour qu'un bien puisse être constitué en wakf, il faut qu'il remplisse trois conditions nécessaires pour la validité du wakf :

a) Il faut que le bien, objet de la constitution, soit considéré comme une richesse utile aux yeux du législateur musulman, ce bien étant meuble ou immeuble.

b) Il faut que le bien soit connu, c'est-à-dire limitativement déterminé au moment du wakf.

c) Le bien doit être de pleine propriété entre les mains du constituant au moment de la constitution du wakf ; ainsi, un donataire qui constituerait en wakf des biens à lui donnés avant qu'il n'en soit mis en possession, fait par là un wakf nul.

IV. — Conditions afférentes aux bénéficiaires

La seule, mais importante condition exigée par rapport aux bénéficiaires est que le constituant en instituant son wakf, vise un but humanitaire ou pieux (Kourba), qui puisse le rapprocher de Dieu, sans quoi le wakf ne serait pas valable mais il faut aussi que ce but visé, soit considéré dans la condition précitée comme tel par le législateur musulman.

VI. — **Clauses que le constituant peut insérer dans sa Wakfieh** (*l'acte constitutif*)

Les clauses ou conditions que l'on peut insérer dans un acte constitutif de wakf pouvant varier et se multiplier suivant la volonté de chacun, on ne peut en établir une énumération. On peut, cependant les ramener à trois principes généraux qui seront pris comme base :

Premier principe : Toute clause contraire aux conditions essentielles à la validité du wakf, qui porterait atteinte à son essence vicie ce wakf et le rend nul.

Second principe : Toute clause faite contre l'intérêt du wakf, qui porterait atteinte à sa bonne marche et à sa bonne administration, ainsi que toute clause qui entraverait la jouissance des bénéficiaires ou porterait atteinte à leurs intérêts, est nulle (la clause) et de nul effet. Le wakf restant quand même valable.

Troisième principe : Toute condition ou clause qui ne porterait pas atteinte à l'essence du wakf, qui n'entraverait pas son administration et sa bonne marche et qui ne nuit pas aux intérêts des bénéficiaires, est valable et on doit en tenir compte en suivant de plus près que possible la volonté du constituant.

Toutefois, il peut arriver que dans un même acte l'on trouve des conditions contradictoires, là on suit le même principe que dans le droit musulman pur, et l'on dit que « la condition établie par le constituant équivaut à un acte du législateur ». Appliquant ce principe, on suivra la règle que la dernière condition établie annule la précédente avec laquelle elle est en contradiction.

VII. — Les dix conditions

On entend par cette dénomination une série de conditions établies très fréquemment par les constituants et qu'ils peuvent se réserver toutes par cette même dénomination, d'ailleurs erronée et purement conventionnelle puisque par l'énumération on peut se rendre compte qu'il y a plusieurs répétitions. Voici cette énumération :

« Al Ziada wal Noksan ». — L'augmentation et la diminution de la quote-part des bénéficiaires.

« Al Idkhal wal Ikhrag ». — La faculté de faire rentrer de nouveaux bénéficiaires ou d'en faire sortir.

« Al Iita wal Hirmân ». — La donation ou la privation, d'une partie ou de la totalité des revenus à l'égard de l'un ou plusieurs des bénéficiaires.

« Al Tagyir wal Tabdil ». — La substitution et l'échange des biens constitués.

Al badal wal Istibdal ». — La vente et l'échange avec emploi.

VIII — Du Wakf constitué en état de dernière maladie

On appelle dernière maladie, un état de fait auquel doit s'en suivre une mort certaine (ainsi rentrent dans cet état, les condamnés à mort du jour du jugement). Cette étude est très inéressante, mais ne peut être traitée ici dans un mémorandum nécessairement succinct, toutefois, il faut en dire un petit mot parce que l'on tend toujours à assimiler le wakf du malade au leg, ce qui est contraire à la réalité. En effet, le testament fait au profit de certains héritiers à l'exclusion d'autres même s'il n'excède pas le tiers de la succession, n'est va'a-

ble que par l'acceptation des autres héritiers. Pour le wakf du malade, au cas de refus de ces derniers, l'effet de la non acceptation est plus atténué. Dans le testament la renonciation ou plutôt la non acceptation de la clause testamentaire faite au profit de certains cohéritiers, donne aux héritiers exclus, droit de pleine propriété sur les biens légués à leurs cohéritiers. Dans le wakf du malade, ils n'ont en cas de non acceptation, qu'un simple droit de jouissance temporaire qui disparaît à la mort du dernier héritier inclus, et passe tout entier aux mains des bénéficiaires appelés à leur suite par l'acte constitutif.

IX. — De l'administration du Wakf

La charge d'administrer un wakf incombe tout d'abord au constituant même, qui peut administrer par lui-même ou par un mandataire qu'il peut toujours révoquer. Si le constituant meurt sans désigner un administrateur (un nazir) c'est le Cadi (le juge) qui suppléera à cette lacune en administrant lui-même ou en désignant une personne qu'il chargera de ce soin. L'administrateur doit remplir quatre conditions : 1° Il doit être sain d'esprit; 2° majeur; 3° il doit être probe; 4° capable de gérer par lui-même ou par mandataire. Si le constituant désigne un administrateur inapte ou incapable, un mineur par exemple, le Cadi nommera un administrateur suppléant jusqu'à ce que l'incapacité disparaisse.

La rétribution du Nazir est fixée par le constituant, s'il a omis de le faire, le Cadi lui allouera une rémunération ne dépassant pas le taux des rémunérations courantes. En Egypte, actuellement la rémunération est évaluée au dix pour cent du revenu net du wakf, suivant la valeur du wakf. Ceci

pour stimuler et intéresser le mieux possible le Nazir à la bonne gestion des biens constitués. Le Nazir doit gérer équitablement en suivant de son mieux les clauses établies par le constituant et dans le plus grand intérêt du wakf.

Cette partie théorique a été puisée dans des notes personnelles sur le cours de droit musulman de Cheikh et Mehallawi (inédit) Professeur de droit musulman à l'Ecole Française de droit du Caire. Du livre de Cheikh Zeid (Mohamed). « Mabahess el Wakf », 1911, de la thèse de M. J. Massouda, Paris, 1925, et des Traditions compulsées dans « El Fatawi el Hindich ».

Première Partie

I. — Bibliographie sommaire

La littérature en matière de wakf est abondante, et nous ne parlons pas des multiples ouvrages arabes qui ont abordé le sujet. Il suffit, en effet, de jeter un coup d'œil sur le précieux ouvrage du distingué professeur, M. René Maunier (*La Bibliographie de l'Egypte*, page 286), pour s'en rendre compte. Une liste détaillée énumère les écrits de langue européenne intéressant la matière, et il nous serait superflu de la reproduire.

Toutefois, dans ce chapitre, nous avons tenu à citer quelques noms d'auteurs qui ont traité le sujet d'un peu près et qui ont émis certaines idées dont nous allons nous inspirer dans cette étude, pour les appuyer ou les réfuter. Sans vouloir prétendre faire une étude critique de ces ouvrages, ce qui nous entraînerait un peu loin de notre sujet, nous allons cependant tâcher d'en donner une faible idée.

Il est juste de donner la première place à l'œuvre de M. E. Clavel qui, à part des articles publiés dans des revues scientifiques, a fourni un puissant ouvrage en deux volumes qu'il a consacré au wakf (*Droit musulman. Le Wakf ou Habous*, 2 volumes, 1896). Le mérite de l'éminent auteur ne saurait être contesté. Il a mis à jour toute la théorie du wakf, spécialement d'après le rite Hanéfite, et a donné discrètement et impartialement son opinion sur le sujet. Cependant,

nous allons oser nous permettre, et nous nous excusons à l'avance de faire quelques petites remarques au sujet de la définition que l'auteur a faite du wakf. Après avoir cité plusieurs définitions d'auteurs différents, il fait œuvre d'éclectisme et donne cette définition : « Le wakf est une institution du droit civil musulman qui soustrait le bien constitué aux règles du droit commun et *en opère l'immobilisation* en l'affectant au service d'une œuvre pie, charitable ou humanitaire contre récompense dans la vie future... *La nue propriété est immédiatement transférée à l'œuvre pie (Kourba)*.... Si le but pieux du constituant... *vient à ne plus pouvoir* être rempli le wakf disparaît et les biens redevenus libres, font retour au fondateur ou à ceux qui le représentent ». (Loc. cit., p. 75, n° 48, t. I). Dans cette définition, nous soulignons trois idées : la première est à notre sens une erreur dans l'expression, le mot immobilisation, ayant un sens et un caractère juridique propres, semble mal choisi et peut prêter à confusion quand il s'agit par exemple de constituer en wakf des biens mobiliers. Il est entendu d'autre part, que l'idée émise, quant à la nue propriété est conçue d'après la théorie d'Abou Hanifa. Quant à la troisième idée, nous estimons qu'elle n'aurait pas du figurer dans la définition ; puisque la condition essentielle du wakf est sa perpétuité, représentée par l'œuvre pie. La question ne peut donc pas se poser.

Il convient ensuite de citer le nom de M. Ernest Mercier qui, lui aussi, a consacré plusieurs articles au wakf ; dont nous retiendrons celui paru dans la « Revue algérienne et tunisienne de législation et jurisprudence, an. 1895, p. 173 », sous le titre « Le Hobous ou Ouakof, ses règles et sa jurisprudence », et le chapitre consacré à cette étude dans son ouvrage « La Propriété Foncière musulmane en Algérie, 1895,

p. 10 ». Nous ferons remarquer pour le moment, et en passant sa conception du wakf dans la définition qu'il en donne dans l'article de la revue précitée aux pages 174 et 210, où il dit que « *c'est une donation d'usufruit de l'immeuble hobousé qui demeure sous séquestre, etc...*, mais que *le fond reste la propriété du fondateur et de ses héritiers.* » Le mot donation, ici, paraît mal choisi; la donation diffère en effet totalement du wakf (voir à ce sujet la thèse de M. J. Massouda. Loc. cit., p. 11). Quant à dire que le fond reste la propriété du fondateur, il est toujours sous-entendu que cela est d'après la théorie d'Abou Hanifa. Un autre point est à relever au cours de cet article indépendamment de l'assimilation complète qu'il établit entre le legs testamentaire et le wakf du malade (p. 103), c'est celui où il dit que « le Hobous d'une part, indivise dans un immeuble appartenant en totalité au fondateur est nul, vu l'impossibilité de déterminer la part qu'il a gérée ». Nous ferons remarquer que l'on a remédié à cela en faisant nommer un expert par le Cadi, lequel délimite la part constituée.

Nous passons ensuite à l'étude intéressante de M. Marcei Morand dans son ouvrage (Etudes de droit musulman algérien) au chapitre « de la nature juridique du Hobous, p. 225 ». Cet éminent auteur a étudié judicieusement deux points très intéressants : l'un historique, en ce qui concerne la source du wakf, et l'autre juridique concernant la question de savoir si le wakf ressort du statut réel ou successoral. Cette dernière question a fait l'objet de commentaires contradictoires de la part des auteurs qui ont traité le sujet du wakf, nous la rencontrerons dans le courant de cette étude, ainsi que ce qui concerne la source du wakf. M. Morand ayant traité le sujet sous un angle spécial, différent du nôtre, puisqu'il parle

du wakf en Algérie, fait remarquer cependant que le wakf en ce pays ne saurait être assimilé aux wakfs des autres pays, et il établit cette différence en opposant le wakf algérien au wakf tunisien (p. 237, 238), ce qui est digne d'intérêt.

Quelques mots sur l'intéressant « Recueil de jurisprudence des Tribunaux Mixtes, Indigènes et Mehkémehs Chariéhs » paru sous le titre (Du Wakf) par Maîtres Aziz et Yacoub Hanki (1914). L'éminent avocat, M^e Y. Hanki a fait précéder ce recueil de jurisprudence d'une courte introduction en deux chapitres où il donne un aperçu historique, économique et juridique de l'étude sur le wakf. C'est un des auteurs qui ont combattu la théorie du wakf avec le plus d'ardeur. Et cela est d'autant plus étonnant que M^e Hanki réside en Egypte et qu'il connaît la mentalité du pays. Nous nous permettrons de faire remarquer que la définition qu'il donne du wakf manque un tant soit peu de clarté (p. 7), il tombe dans l'erreur en traduisant le mot « wakafa » par immobiliser, textuellement d'après un de ses sens en arabe, ce verbe en a plusieurs, entre autre il signifie « se mettre debout, mais il a en outre un sens juridique propre, que l'on ne saurait traduire d'un mot au risque de le dénaturer. Quant à la conclusion de l'éminent auteur, elle est catégorique : « Il est du devoir du gouvernement, dit-il, de mettre un terme à cette situation grave et grosse de menaces, en interdisant à l'avenir la constitution des biens en wakfs, p. 15 », mais aussitôt, il se ressaisit et avoue que cette solution, « la seule à son avis capable de laisser à l'Egypte son libre essor, paraît à l'heure actuelle trop radicale et d'une réalisation trop difficile, il faudrait tout au moins, concède-t-il, apporter des restrictions sérieuses à la constitution des biens en wakf, p. 16 ». Nous ne nous arrêterons pas à la discussion de chacune des réfor-

mes qu'il préconise, nous nous bornerons simplement à faire remarquer qu'elles ont pour but de restreindre les constitutions du wakf et d'y incorporer un élément nouveau qui dénature la théorie elle-même en ce sens qu'il enlève au constituant le droit de libre et complète disposition sur ses biens, en délimitant, par un fait de la loi les droits de disposer par l'intermédiaire du wakf. Néanmoins, les deux dernières réformes qu'il préconise sont dignes d'intérêt : « Une commission de contrôle nommée par le Gouvernement aura pour mission de surveiller et contrôler les wakfs, elle contraindra, sous peine de destitution immédiate, les Nazirs des wakfs Khairi ou Ahly à déposer annuellement un compte détaillé de leur administration avec pièces à l'appui. Les Tribunaux civils seront seuls compétents pour statuer sur toutes les contestations relatives "au wakf" » (p. 16 n^{os} 5 et 6). Nous sommes complètement d'accord avec l'auteur sur tout ce qui concerne la bonne administration et la sauvegarde des wakfs.

A la suite de cet ouvrage, nous ferons figurer la thèse de M. Shoukry Bidair (L'Institution des biens dits « Hobous » ou « Wakfs » dans le droit de l'Islam, Thèse de Doctorat juridique, Paris, 1924), qui, quoique élaborant la théorie du wakf au point de vue juridique pur, nous intéresse néanmoins par sa conclusion (p. 249) inspirée de l'ouvrage de Hanki et qui a le mérite de synthétiser méthodiquement les raisons pour laquelle elle a été élaborée. Cette conclusion sera le point de départ de la seconde partie de notre étude.

Malgré la valeur incontestable de plusieurs autres ouvrages, nous nous arrêterons pour l'instant aux noms des auteurs précités. Ce sont en effet, ceux qui ayant traité le sujet au point de vue juridique, ont donné une opinion basée sur l'économique, point de vue qui nous intéresse spécialement. Si

nous nous sommes permis de nous arrêter sur quelques passages de leurs écrits, c'est pour donner une idée de la conception de chacun d'eux en ce qui concerne la matière. Toute conclusion pour être efficace devant être basée sur une juste définition et toute comparaison entre deux conclusions devant, pour être impartiale, avoir la même définition pour point de départ. Ainsi, si nous aboutissons à une conclusion différente de celles des auteurs précités, il faudra toujours tenir compte des différences qui existent entre notre définition et les leurs et les limites auxquelles nous astreindrons notre conclusion.

II. — Sources du Wakf

L'étude de la source du wakf nous est fort utile à plus d'un point de vue. D'abord, elle va nous permettre d'opposer aux détracteurs de l'institution une question de date, qui, incontestablement plaide en sa faveur, surtout si l'on tient compte que de cette étude il appert que le wakf est une institution purement coutumière. Puis, par le nombre et l'autorité des auteurs qui sont d'accord sur cette source, nous pourrons l'opposer à ceux qui la dénie. Et enfin, elle nous aidera à prouver que cette institution dont les origines remontent à Mahomet lui-même, n'est pas, ne peut pas être en contradiction avec le droit islamique, comme semblent le prétendre certains auteurs.

Avant d'entrer dans les détails de la question, il nous est utile de rappeler sommairement les sources du droit musulman en général, pour pouvoir situer la source même du wakf.

Les sources juridiques en droit musulman sont au nombre de quatre : 1° Le « Koran » (le livre saint); 2° La Soun-

na » (la tradition); 3^e Al « Igmaa » (l'accord des docteurs); 4^e « Al Kiass » (la comparaison). (Cheikh Zeid. Loc. cit.).

Parmi ces quatre sources, le wakf puise la sienne dans la « Sounna ». Voici comment M. Mercier explique ce que c'est que la Sounna : « Les compléments et les explications nécessaires pour fonder une législation sur le livre sacré, furent fournis par les personnes qui avaient approché le prophète durant sa vie et entendu ses enseignements. Sa veuve, Aïcha, et ses compagnons (Sohaba) racontèrent toutes les paroles dont ils avaient gardé la mémoire. Ces traditions (Hadits) ont formé la « Sounna », complément indispensable du Koran (Mercier, *Revue algérienne et tunisienne*, 1895, page 176).

La plupart des auteurs sont d'accord pour faire remonter l'institution du wakf à l'établissement de l'Islamisme et à Mahomet lui-même, car, nous dit M. Belin dans un grand nombre de versets de son livre le prophète exhorte les vrais croyants à faire en vue de Dieu et de son amour (fi Sabil Illah) l'offrande et l'abandon de tout ou partie de leur fortune, voire même le sacrifice de leur personne (*Journ. asiatique*, 5^e sér., II, 1853, p. 377).

M. Clavel rapporte une opinion de Gatteschi qui pense que cette institution du wakf shery comme tant d'autres du droit musulman a été empruntée aux populations déjà soumises par les Romains, lesquels connaissaient les biens de main-morte et l'emphythéose. Elle ressemble, en effet, dit-il, à la *proprietas sacra* (*res sacrae*) du droit romain, dont on ne pouvait disposer et dont on disait, par conséquent qu'elle n'appartenait à personne (Clavel, loc. cit., p. 19, n° 12).

M. Morand trouve dans le wakf certaines analogies qui le rapprochent du droit byzantin (loc. cit., p. 250, n° 9).

M. Shoukry-Bidair nous dit qu'au temps du Paganisme arabe, l'immobilisation des biens était inconnue, le wakf est une institution islamique (dans le même sens, Zeys, t. 2, p. 181, note 2 et Sauteyra et Cherbonneau, t. 2, n° 888). Mais, dit-il, il est certain que le prophète a connu le wakf puisqu'il paraît en avoir constitué sept jardins (Thèse citée, p. 19).

Cette dernière opinion est admise par la plupart des auteurs, lesquels se basent sur un Hadits rapporté par Saïd El Bokhari (né en 194, mort en 256), dans l'important recueil contenant sept mille hadits (tradition) qu'il rédigea dans le troisième siècle de l'Hégire et qui fait remonter l'institution au prophète (Clavel, loc. cit., p. 19, n° 12). Voici d'ailleurs le texte de ce hadits : « D'après Ibn-Omar, Omar-ben-el-Khat-tab, qui avait eu pour sa part une terre à Khaibar vint trouver le prophète et lui demanda des instructions au sujet de cette terre. « O Envoyé de Dieu, lui dit-il, je possède une terre à Khaibar, et jamais je n'ai eu un bien qui me fut aussi précieux. Que m'ordonnes-tu d'en faire ? Si tu veux, répondit le prophète, immobilise le fonds et fais l'aumône de ses produits ». Omar fit aumône de cette terre en stipulant qu'elle ne serait ni vendue, ni donnée, ni héritée. Il en fit aumône aux pauvres, aux proches, aux voyageurs, aux hôtes, et il céda qu'elle serait également employée pour le rachat des captifs et pour la guerre sainte. Il n'y a aucun mal à ce que celui qui administre le ouakf mange de ses produits d'une manière équitable et qu'il en nourrisse d'autres, pourvu qu'il n'abuse pas ». (El Bokhari. Les Traditions Islamiques. Traduites de l'arabe avec notes et index par O. Houdas et W. Marçais, t. 2, p. 259, chapitre XIX).

Rapportant ce hadits, Cheikh Zeid ajoute : « Gaber nous dit, je ne connais personne qui n'ait constitué en wakf une

partie de ses biens, qui ne se vend, ni ne se donne, ni qui passe en héritage. Et beaucoup de constituants stipulent dans leur wakf qu'il est fait suivant l'exemple de Omar. Il est prouvé en outre, que Abou Bekr, Osman et Aly ont constitué en wakf une partie de leurs biens et que leurs successeurs les ont imités, de sorte que l'on peut dire qu'il n'est pas d'époque qui se soit passée sans que des personnes n'aient constitué des wakfs au profit d'œuvres de bienfaisance en les faisant profiter de prime abord ou bien en se déclarant premier bénéficiaire, puis ce droit allant aux enfants et à leurs descendants, etc..., pour atteindre à la fin l'œuvre visée. Et cet éminent auteur conclut : « Peut-on après ce qui a été devancé, avoir le moindre doute que le wakf est légal par la tradition tant orale que matérielle et par l'accord unanime des plus grands docteurs des croyants ? »

Clavel est de cette opinion : « On trouve le wakf, dit-il, consacré et réglementé tout d'abord par le premier des quatre grands Imams, Abou Hanifa, fondateur du rite Hanéfite (né en 80 de l'Hég., mort en 150) spécialement dans un ouvrage intitulé « Fikh el Akhbar », puis par Malek (95-179), Chafei (150-204) enfin Hambal son disciple (mort en 241). En somme, l'institution remonte en réalité au deuxième siècle de l'Hégire. Abou Hanifa ne fit du wakf qu'une réglementation sommaire et incomplète, les véritables fondateurs du wakt coutumier Hanafite furent ses disciples Abou Youssef (113-182) et Mohamed el Chabani (132-187). L'autorité de ces deux docteurs est au moins égale à celle de leur maître (Clavel, loc. cit., p. 21, n° 13). « Pendant que les législateurs discutaient sur les principes, les musulmans adoptaient en masse la jurisprudence d'Abou Youssef de sorte que la pure doctrine se trouva bientôt en face du fait accompli. Ce

fut ainsi que le système d'Abou Youssef triompha et tout en étant condamné par son école, finit par être admis (loc. cit. p. 23, n° 14).

Il nous est donc prouvé que le wakf a une source légale, connue et incontestée, la « Sounna ». Cette source admise au sein de la législation mulsumane est toute en son honneur, et la place ainsi bien au-dessus du rang que lui assignaient les gens qui prétendaient que le droit musulman est sectaire et immobile. Les lois coutumières jouent, en effet, un très grand rôle dans cette législation, le wakf en est une preuve. Quand au scepticisme des détracteurs du wakf, sur sa source, il est vraiment mal placé devant le nombre écrasant et croissant des wakfs constitués à l'époque où nous sommes. On taxe aisément les jurisconsultes musulmans de cet esprit restreint et sectaire qu'on reproche à la législation même qui les guide, ces jurisconsultes auraient tôt fait de supprimer une institution qui n'aurait pas à leurs yeux un solide fondement. L'argument qui combat le wakf en doutant de sa source légale ou de sa faiblesse, est futile et n'est même pas digne d'intérêt. Là encore, il appert qu'il est guidé par une idée préconçue, qu'il est facile de démasquer.

Avant de terminer cette étude un petit mot sur les wakfs faits en faveur d'intermédiaires. Certains auteurs en en faisant une catégorie distincte, dénie à ces wakfs leur légalité, alléguant qu'au début l'institution était purement guidée par un esprit de bienfaisance et que l'on ne s'expliquait pas cette évolution dans les constitutions de wakf, ou du moins si on se les expliquait, on leur contestait leur légalité. C'est donc une question d'origine qu'ils discutent.

M. Morand nous dit à ce sujet : « Certains auteurs font une classification différente et séparent en les distinguant le

wakf shéri et le wakf adi. Ce qu'ont voulu ces auteurs et ces commentateurs, c'est donner une classification des hypothèses, dans lesquelles le Hobous peut intervenir, mais non des institutions désignées sous ce vocable des hobous ». (Morand, loc. cit., p. 262).

Et ainsi que le dit M. Mercier : « Cela peut constituer *en fait*, une catégorie spéciale de hobous, *non en droit*, les principes restent les mêmes, le but étant simplement retardé ; sans cette raison le hobous ne serait pas admissible » (*Revue précitée*, p. 219).

Voici enfin ce que dit Al Bokhari : « Quand Omar constitua un ouaqf, il dit : « Il n'y a pas de faute de la part de celui qui l'administre à manger de ses produits », et il n'avait pas spécifié si l'administrateur serait lui-même ou tout autre. Le prophète dit à Abou Talha : « J'estime que tu dois le donner à tes proches. C'est ce que je ferai, répondit Abou Talha, qui partagea la chose entre ses proches et ses contribuables » (Al Bokhari, loc. cit, t. II, p. 268, Ch. XIII).

On voit donc que dès l'origine, le wakf a pu être constitué en faveur des proches. Si aujourd'hui la plupart des wakfs, le sont au détriment des wakfs constitués directement au profit d'œuvres pies, cela s'explique par l'effet d'une évolution de l'état d'esprit des constituants qui concilient par ce fait leur intérêt personnel et l'intérêt des leurs, avec une forte et vieille tradition dont ils sont pleinement convaincus. Faire une catégorie à part des wakfs Ahli, c'est tomber dans l'erreur et persister dans cette conception, c'est accepter ouvertement cette erreur.

III. — Le Wakf ressort-il du statut réel ou du statut successoral ?

Cette question quoique étant plutôt juridique, ne pouvait, cependant passer sans tout au moins attirer notre attention. Presque tous les auteurs qui ont traité le wakf se posent cette question, et presque tous concluent qu'incontestablement le wakf dépend du statut réel, et ils arrivent à cette conclusion en éliminant les arguments que l'on peut donner en faveur de la théorie adverse. Ce qui nous étonne, c'est que cette question se soit posée, et qu'elle se soit posée avec une remarquable tenacité. Nous lisons ce passage dans Clavel : « Non seulement cette étude (si le wakf relève du statut personnel ou réel) est indispensable au point de vue juridique, mais encore cette étude est de première importance au point de vue économique, le wakf devant être considéré comme une institution immuable, non susceptible de modification et de perfectionnement s'il dépend du statut personnel, ces perfectionnements étant au contraire possibles, s'il ressort simplement du statut réel ». (loc. cit, p. 8, n° 5).

A notre avis, une étude raisonnée du wakf amène à la conclusion admise sans que l'on ait à se poser la question avec autant d'ardeur. Surtout si l'on veut rechercher par là une issue comme celle que poursuit M. Clavel dans le passage cité ci-haut. Là en effet, la question se résout d'elle-même. Le wakf est une institution de droit musulman, soit, elle est régie par les lois musulmane, soit encore, mais le wakf est une institution coutumière, d'autre part, elle n'a aucun rapport avec le droit successoral, lequel est tout entier renfermé dans le droit écrit, bien mieux, on peut suivre une certaine évolution dans l'institution elle-même, donc qu'elle est mobile. Et enfin,

il est bien clair que c'est une manière de disposer de ses biens à titre gratuit ni plus ni moins, sous certaines conditions, bien entendu, mais qui n'ont aucun rapport avec les questions successorales ou le statut personnel.

Ce qui amène les auteurs à se poser cette question, c'est l'idée que l'on se fait qu'il y a deux sortes de wakf. Mais nous l'avons dit plus haut, cette subdivision est complètement erronée, nous y insistons. M. Mercier nous dit : « Il n'y a pas, il ne peut y avoir deux sortes de hobous, les uns pieux et les autres coutumiers. Le hobous existe selon les règles qui en consacrent la légalité ou il n'existe pas, étant nul ou caduc » (Revue citée, p. 219). C'est ainsi que tombant dans cette erreur, la jurisprudence algérienne à laquelle s'est ralliée la Chambre civile de la Cour de Cassation décide que la constitution de hobous a le caractère de transmission à titre successoral. Morand qui rapporte ce fait ajoute : « Ce qui est vrai de l'Algérie ne l'est pas de la Tunisie. En Algérie, en effet, le bien hobousé est devenu aliénable, le hobous, n'est plus dès lors qu'une sorte de testament, mais en Tunisie, *il est resté une institution purement musulmane.* »

Tout au plus cette question de savoir si le wakf rentre dans le statut personnel ou réel est intéressante au point de vue de la compétence des tribunaux, surtout dans un pays comme l'Egypte où les compétences sont délimitées d'après ce point de vue, et que complique davantage la présence des capitulations qui étendent encore le champ des compétences.

Clavel nous cite un cas très intéressant, entre plusieurs autres, où il était question d'un wakf constitué par un Italien en Egypte. A sa mort une contestation s'étant produite de la part de ses héritiers, le Tribunal consulaire Italien en étant saisi, s'est déclaré compétent pour juger l'affaire, se basant

sur le fait que les wakfiehs étant des testaments, il se trouvait en présence d'une question successorale, et s'étant déclaré compétent, il a appliqué tout le système successoral italien à cette wakfieh (jugement du 9 octobre 1895, *Revue de Législation et jurisprudence musulmane*, 1^{re} année, p. 268). Nous n'avons pas besoin de dire combien est erronée une pareille conception et combien elle est antijuridique.

Encore une fois, le wakf n'a aucun rapport avec le droit successoral ; on ne saurait sous aucun prétexte l'y faire rentrer. La volonté du constituant faisant loi, ce dernier peut, comme bon lui semble, régler l'acte constitutif de son wakf sans que les règles successorales n'aient à intervenir à quelque point de vue que ce soit.

Deuxième Partie

I. — Critiques adressées au Wakf et réponse à ces critiques

Toute théorie, toute institution quelle qu'elle soit, doit nécessairement avoir des partisans et des contrepartisans, suivant que les auteurs qui les traitent sont pour ou contre elles. L'institution du wakf n'échappe pas à cette règle, bien au contraire, elle a soulevé contre elle bien des polémiques et plus d'un auteur la poursuit implacablement, sans ménagement aucun, ni à sa perennité, ni à sa source, ni à ses buts sociaux. Clavel dit quelque part dans son précieux ouvrage : « Le wakf est peut-être l'institution qui a été l'objet des plus vives critiques et cela non sans raison, ajoute-t-il ». Voilà encore un auteur qui se rallie aux autres, ou plutôt qui les guide à combattre cette théorie. Cela ne veut pas dire que l'institution soit mauvaise pour cela loin de là, du moins quant à notre avis. Nous ne voulons pas prétendre, non plus que le wakf n'a que du bon en sa faveur, certes il a ses défauts, puisque tant d'auteurs et des plus éminents s'accordent à lui en trouver. Mais ce qui est regrettable, c'est que tous ces auteurs qui se sont plu à massacrer cette théorie, n'ont rien dit qui puisse la mettre en valeur, ils n'ont rien fait apparaître de ce qu'elle peut avoir comme mérite. Il aurait fallu pour que le combat soit loyal, qu'il y ait sur les deux plateaux de la balance, d'un côté tous les mérites et de l'autre tous les défauts, bien entendu dans un champ d'application limité à un pays

déterminé pour qu'il n'y ait pas généralisation, et alors la conclusion se serait dégagée impartiale.

Les moins extrémistes des auteurs étrangers qui ont traité le wakf, qui ne l'ont pas combattu ouvertement, sont ceux qui se sont contentés de l'élaborer comme simple théorie juridique digne d'intérêt à ce point de vue, mais qui n'ont pas poussé leurs études à l'application sur place et à ses effets.

La cause de cet état de fait est peut être du à la lacune laissée par les auteurs arabes qui n'ont pas abordé le point de vue qui nous intéresse. M. W. Elissa, dans un article paru dans la *Revue Egyptienne* (1^{re} année, n° 5, 5 juillet 1912) le fait remarquer quand il dit : « Dans aucun des auteurs arabes les plus compétents en la matière, nous ne trouvons la moindre allusion à une utilité pratique ou économique qui pourrait résulter du wakf. » Mais cette remarque, si elle peut être vraie pour le wakf, peut aussi être étendue à tous les sujets de droit musulman, qui ont tous été l'objet de commentaires et d'interprétation de la part des auteurs arabes, mais sans aucune appréciation personnelle de leur part. D'ailleurs, le simple fait de l'acceptation d'une théorie et de son application effective dénote de la part de ceux qui l'appliquent, un acquiescement tacite de sa validité, de sa légalité et de la force de ses bienfaits. Et si l'on pouvait douter quelque peu de cette conviction quand il s'agit de l'application de lois imposées sous peine d'hérésie et d'excommunication, il n'y a pas à avoir ce même doute quand il s'agit de l'application d'une loi purement coutumière, purement traditionnelle, état dans lequel se trouve le wakf. Là, en effet, c'est l'esprit public, la volonté générale qui est le critérium de son maintien, et la volonté publique est

essentiellement évolutionniste. Il serait superflu d'en souligner l'importance en citant des exemples.

Et si l'on ne voulait pas tenir compte de cet acquiescement tacite et de cette conviction des auteurs arabes dans leurs ouvrages il nous suffirait de citer le nom de l'un de ces auteurs dont l'autorité ne saurait être mise en doute et qui est contemporain de ce siècle : nous voulons nommer Feu Cheikh Mohamed Abdou, bien connu dans le monde Islamique et qui a dans son livre, intitulé « Al Islam » et la réponse à ses contradicteur (p. 160) consacré un article au wakf où il le défend avec une grande et pleine conviction de sa légalité, se basant sur les principes islamiques et sur la logique la plus pure, en réfutant avec force les arguments, même économiques, qui le combattent. Tous ceux qui connaissent Cheikh Mohamed Abdou, ou qui ont entendu parler de lui, sauront apprécier l'opinion de cet éminent auteur et verront d'un œil plus compatissant cette institution dont, en homme de loi accompli, il a pris la défense et encouragé la constitution. Quant à nous, nous ne doutons pas qu'en suivant son opinion et en nous mettant dans son camp, nous soyons dans la voie de la justice et de l'intérêt social.

La vérité est que le wakf choque à première vue la conception de l'économiste théoricien, quand on parle devant lui d'immobilisation des biens et qu'il est imbu des théories très larges de la circulation. Certes, les termes ont leur influence, la théorie étant basée sur un assemblage exact des termes, et la pratique étant basée en général sur une saine application des théories. Mais comme nous l'avons laissé entendre dans l'avant-propos, il faut d'abord, avant d'appliquer une théorie, même qui a fait ses preuves, prendre en considération les conditions du lieu où on veut l'appliquer. Ainsi, par exemple,

le bolchevisme est une théorie à base économique qui a ses défenseurs; doit-on pour cela l'appliquer sans restriction à tous les pays civilisés ? Nous tâcherons de le prouver aussi, dans la mesure du possible, en répondant aux critiques qui ont été adressées au wakf.

Pour procéder systématiquement, nous allons d'abord énumérer impartialement toutes les critiques que nous avons rencontrées dans les ouvrages qui ont pu passer entre nos mains et qui ont émis des critiques. D'ailleurs, comme nous l'avons indiqué plus haut dans la Bibliographie sommaire, l'ouvrage de Shoukry Bidair les résume presque toutes. — En prononçant ce nom, nous nous devons de nous y arrêter un moment. Nous venons, en effet, d'apprendre la mort de ce jeune homme, ravi à la fleur de l'âge à son pays, à ses parents et à ses amis, par l'implacable Destin. — Ce devoir de confraternité accompli, nous nous permettrons de reproduire les critiques d'après le système qu'il a suivi, en ajoutant les critiques des auteurs qui en diffèrent, et nous tâcherons de répondre à chacune de ces critiques au fur et à mesure de leur énoncé.

Le terrain étant ainsi déblayé, nous pourrions mieux aborder les mérites du wakf et les mettre en valeur.

(Bidair, thèse citée p. 249) : « On doit supprimer l'institution du wakf, d'abord parce qu'elle est illégale et ensuite parce qu'elle est un obstacle au développement économique du pays.

« Le wakf est une institution illégale : 1° Parce que le prophète, en instituant le wakf, ne l'a pas réglementé, il s'était borné à donner un conseil, la réglementation a été faite par les Imams. »

Cette critique est facile à réfuter ; d'abord il est prouvé que le Prophète lui-même a constitué en wakf sept jardins lui appartenant (Bidair, loc. cit. p. 10), il a nécessairement réglementé sa wakfieh. D'autre part, de son vivant, Omar ebn el Khattab a, lui aussi, réglementé la wakfieh qu'il avait faite suivant le conseil que lui avait donné le Prophète. C'était donc de la part du Prophète un acquiescement tacite que la volonté du constituant fait loi en la matière. Nous savons que les règles actuelles établies en matière de wakf ont été élaborées par les quatre Imams et leurs disciples ; ces règles n'ont été établies qu'au second siècle de l'Hégire, c'est-à-dire quand la coutume a été bien assise et bien invétérée. Cette réglementation, si elle fait loi aujourd'hui, ne garde pas moins son caractère purement coutumier, c'est d'ailleurs, à notre avis, ce qui en fait la force et qui suffit pour une large part à plaider en faveur de l'institution. Donc, à ce point de vue, on ne saurait lui faire le reproche de n'être pas imposée par des règles immuables.

« 2° (Fath Al Kadir, v. 5, p. 42) rapporté que le Prophète « a interdit le wakf parce que, postérieurement à son admission par lui, est descendu le verset de Surat Al Nisa, qui « réglemente le droit successoral. »

Si cette seconde critique était vraie, nous aurions pu apprendre que le prophète est revenu sur sa première décision et qu'il a aboli le wakf par lui institué ; qu'Omar de son côté aurait dû faire de même. Or, aucune tradition ne nous rapporte ces faits, bien au contraire, on nous dit que les premiers kalifes ont tous constitué des wakfs à l'exemple du Prophète et de Omar, que les kalifes qui leur ont succédé ont suivi ce même exemple, ainsi que les multitudes de Musulmans. Et

ni les uns ni les autres n'auraient osé le faire s'ils étaient persuadés aller à l'encontre du droit koranique.

« 3° La plupart du temps, on constate que le constituant « a recours au wakf dans un seul but : réglementer arbitrairement la dévolution successorale selon sa fantaisie. »

Cette critique ne tient pas devant ce fait que la volonté du constituant fait loi, qu'il peut comme il veut disposer de ses biens, les principes du Koran le lui permettent. Quant à dire que le constituant réglemente par le wakf la dévolution successorale, c'est tomber dans l'erreur qui considère que le wakf est un testament. Nous avons déjà insisté sur ce point et avons démontré cette erreur.

4°) Beaucoup d'Imams ont essayé de démontrer l'illégalité du wakf, mais malheureusement sans succès. L'usage, quoique illicite, a triomphé de la loi. »

Nous ne connaissons aucune loi qui rentre dans le droit islamique qui prohibe le wakf et qu'on peut lui opposer. On nous dit d'autre part que ce sont les Imams eux-mêmes qui ont réglementé le wakf, comment donc concilier ces deux faits qu'ils ont réglementé une institution illégale, surtout qu'elle ne leur était pas imposée ?

5°) « Le Koran ne permet pas le testament au profit d'un héritier et cela dans le seul but d'éviter la haine entre les membres d'une même famille ; comment donc permettre le wakf qui est au fond une sorte de testament qui favorise certains héritiers au détriment des autres ! »

Encore une fois, dans cette critique, l'on revient à la confusion du wakf et du testament. Il n'y a pas de règles imposées au constituant pour que l'on puisse déduire que par le wakf il favorise certains héritiers au détriment des autres : l'argument est quelque peu arbitraire. D'autre part, comme le

fait remarquer très judicieusement M. Clavel, en droit Musulman la qualité d'héritier naturel, de successible, ne confère un droit à l'appelé sur les biens du *de cuius* qu'à partir du jour de la mort de celui-ci. Et il faut remarquer que la succession ne comprend que les biens restants libres après l'acquit des legs et des dettes. Ces principes hors de toute discussion, permettent d'apprécier plus juridiquement le wakf qu'on ne l'a fait en thèse générale jusqu'ici. Le wakf pas plus que la donation entre vifs ne porte atteinte au statut successoral koranique parce que l'application de ce statut ne commence qu'au décès du *de cuius* et qu'à ce moment les biens constitués en wakf, de même que ceux ayant fait l'objet d'une donation, étaient sortis, depuis l'instant de leur constitution, et souvent depuis de nombreuses années, du patrimoine du fondateur. (Clavel, loc. cit., p. 43, n° 24).

Donc il appert qu'au point de vue légal rien à enregistrer à l'encontre du wakf. Passons maintenant au point de vue économique.

6°) « Quant au point de vue économique, nous dit-on, il va de soi qu'en immobilisant la fortune foncière d'un pays, on arrête son développement économique à cause de l'inaliénabilité qui frappe les biens wakfs et qui est un obstacle à la libre circulation des biens. C'est d'ailleurs principalement pour cette raison que l'immobilisation des biens est une entrave au progrès, que la main-morte a été abolie dans les pays occidentaux ».

Cette critique est peut-être la mieux assise que l'on ait pu invoquer contre le wakf. C'est elle qui décide les économistes à combattre cette théorie. Je suis complètement de leur avis d'ailleurs, qu'en temps normal, tout ce qui arrête la circulation des biens, ce terme étant pris dans son sens le plus

large, peut constituer une certaine entrave au progrès du pays. Mais, il ne faut rien exagérer. Il faut savoir rester dans un juste milieu et se demander si la libre circulation des biens, ce terme étant toujours pris dans son sens le plus large, est réellement dans l'intérêt du pays, ou si son exagération ne peut, elle aussi, entraîner une certaine entrave à son progrès.

Examinons les choses de bien près. Il est bien entendu que nous discutons de la présence des wakfs en Egypte en l'état actuel des choses.

D'abord, le wakf n'empêche pas la libre circulation des biens en général, puisqu'il n'est pas imposé par la législation et qu'il est purement facultatif; tout au plus empêche-t-il cette libre circulation quant aux biens constitués.

Jusque-là, nous avons employé le terme de libre circulation dans son sens le plus large, parce que le wakf, jusqu'à un certain point, n'empêche pas complètement la circulation des biens, il la limite tout simplement.

Le bien constitué en wakf circule en effet entre les mains des bénéficiaires successifs. Il ne devient stationnaire que du jour où il échoit à sa dernière dévolution, qui elle-même doit être caractérisée par sa perennité.

Et là, on pourrait nous faire le reproche que l'on fait à l'usufruit en général, que les usufruitiers tâchent de tirer le plus de profits possible du bien qu'ils détiennent, sans s'occuper de la conservation du bien ou de son amélioration; l'usufruit devant finir avec leur vie. Mais, tel n'est pas le cas pour le wakf. La législation qui régit cette matière exige, en effet, de l'administrateur du bien constitué de prélever avant toute distribution, les sommes nécessaires à l'entretien du bien; il peut aller jusqu'à priver les bénéficiaires d'une cote-part de leurs revenus et même de la totalité de leurs parts quand les

besoins l'exigent. Le bien garde donc toujours sa valeur, qui peut nécessairement diminuer avec le temps, mais, cette diminution sera la plus minime possible, les règles mêmes du wakf l'exigent. Bien mieux, le constituant peut exiger qu'il soit fait aux biens constitués des améliorations sérieuses qui répondent au temps et aux exigences des lieux, rien ne l'en empêche. Et même, ne l'exigerait-il pas que ces améliorations peuvent êtres faites, tout dépend de la bonne administration du Nazir. N'avons-nous pas vu les mosquées du Caire suivre l'évolution du temps et adopter l'éclairage électrique, quand la plupart des constitutions faites en leur faveur ne prévoyaient pour cet éclairage que des mèches et des bougies ? Si le fait peut sembler insignifiant, il a pourtant sa valeur.

L'effet de libre circulation des biens, ou du moins son principal effet étant de garder au pays sa richesse, on peut dire que le wakf ne contrevient nullement à cette règle, bien mieux, il la fortifie. Certes, il impose pour cela un sacrifice aux détenteurs successifs des biens constitués, celui de disposer librement de ces biens, mais c'est là un sacrifice imposé à des particuliers au profit d'un intérêt social, et au point de vue national cet intérêt a une certaine prédominance sur le premier, et l'on ne saurait le contester.

D'un autre côté, nous ne devons pas oublier que la législation du wakf permet l'échange des biens constitués en wakf, même si cette clause n'est pas insérée dans l'acte constitutif. Le juge saisi d'une demande d'échange, doit statuer en sa faveur toutes les fois qu'il y a un intérêt pour le wakf ou les bénéficiaires. L'échange est une des manières courantes de la circulation des biens. Son effet, en l'occurrence est des plus bienfaisants. Il est autant une garantie pour les bénéficiaires eux-mêmes que pour la richesse du pays. Il se trouve souvent

qu'un bien wakf soit dans un état tel que son rapport ne permet pas une amélioration adéquate au lieu où il se trouve, par rapport aux biens avoisinants. Les bénéficiaires ont tout intérêt à l'échanger contre un autre bien d'un rendement meilleur, et l'acquéreur de leur bien, en l'améliorant peut, lui aussi, trouver un grand avantage de cet échange. Et là au moins, contrairement à ce qui se serait passé s'il y avait vente, les bénéficiaires ne risquent pas en touchant de l'argent liquide de le dilapider ou en faire un placement qui pourrait leur être néfaste. C'est une garantie qui n'est pas à dédaigner. Et l'on voit qu'ainsi outre que le wakf conserve la richesse, il n'empêche nullement son augmentation. Il y a circulation de biens, plus ou moins limitée, soit, mais pas complètement inexistante comme semblent le croire certains auteurs.

Ce point mis de côté, il faut bien tenir en considération que l'Egypte a une situation toute spéciale créée par les capitulations. Les étrangers jouissent, en effet, en ce pays de multiples privilèges. Et si les Egyptiens ont des capitaux, ces capitaux sont représentés par la propriété foncière, tandis que les capitaux liquides se trouvent entre les mains des étrangers résidant en ce pays.

Devant ces deux états de fait importants, et si l'on tient compte d'une certaine insouciance de la part des générations nouvelles qui tendent vers les professions libérales et dédaignent la terre leur capital séculier, lui préférant cet autre capital plus commode, plus pratique et plus apte à satisfaire leurs désirs, souvent momentanés. L'on se rend compte de l'importance du wakf qui les astreint en quelque sorte, malgré eux à respecter ce capital stable, la seule richesse du pays, ou du moins la plus importante. Le wakf les prémunit donc contre le capital étranger qui aurait tôt fait de substituer au

propriétaire national du sol un autre propriétaire venu de bien loin chercher une fortune sûre sur le sol de la fertile Egypte. C'est l'une des idées qui guident la plupart du temps les constituants à faire des wakfs. Ils veulent s'assurer que la terre qui porte leur nom reste ainsi à leurs descendants et ne passe pas entre des mains étrangères. On ne peut les taxer de xénophobie, puisqu'ils refusent cette mainmise sur leurs biens, même à leurs coréligionnaires.

N'est-il pas à craindre pour le pays que les capitaux étrangers qui ont la prédominance sur le commerce et l'industrie ne se consolident sur la propriété foncière elle-même au détriment des générations futures ? Cette crainte n'est pas chimérique. N'y a-t-il pas aux environs immédiats du Caire, une ville entière appartenant à une société étrangère, Héliopolis ? Certes, la circulation des biens a joué son rôle, il y a eu richesse, cette richesse s'accroît, mais qui est-ce qui en profite ?

Plus d'un pays dans les crises des changes se sont prémunis contre l'invasion des étrangers sur leurs propriétés foncières en créant des lois prohibitives de vente aux étrangers. La Russie, l'Allemagne, l'Autriche l'ont fait. En Egypte, on ne peut pas le faire, les capitulations s'y opposent. Et si l'Egypte n'est pas dans un état de crise des changes, elle est du moins tributaire des capitaux liquides étrangers, tant qu'il n'y aura pas de fortes sociétés à capitaux essentiellement égyptiens qui puissent la prémunir, ou plutôt la garantir contre ce capital étranger qui l'envahit. Et si, en attendant, l'Egypte possède dans le wakf une institution en quelque sorte protectionniste, elle ne devrait pas s'en dessaisir jusqu'au jour où elle pourra soutenir une loyale concurrence avec les capitaux étrangers.

La Turquie était dans le même cas que l'Egypte ; aujourd'hui la Turquie a aboli le wakf. Oui, mais elle a aussi aboli les capitulations et elle a établi des lois fortement restrictives. Le jour où l'Egypte se trouvera dans cette condition, mais ce jour-là seulement, la question de l'abolition du wakf pourra efficacement et utilement se poser si l'intérêt du pays l'exige.

L'Egypte devrait tirer exemple de l'histoire des pays musulmans colonisés où le wakf a été aboli et se demander si colonisateur et colonisés ont profité de ces abolitions, lequel des deux a eu le plus de profits. Et si l'Egypte n'est pas un pays colonisé, elle ne devrait pas pour cela suivre un exemple qui pourrait lui être néfaste.

Pour suivre les mouvements du progrès, l'Egypte doit être sur le même pied que les pays complètement libres qui les suivent. En France, on a bien aboli les substitutions en théorie générale, mais elles existent quand même, quand il s'agit de protéger les enfants d'un père incapable de gérer sa fortune.

Et en dépit de la loi, l'esprit de l'homme qui veut voir sa volonté lui survivre, n'est-il pas satisfait ? L'assurance sur la vie n'est-elle pas une sorte de substitution déguisée, quand elle est faite au profit de bénéficiaires qui jouent le rôle d'appelés et la Compagnie d'assurance celui de grevé ? Les assurances de ce genre ne sont-elles pas faites sur une grande échelle et encouragées par les théories économiques les plus modernes ? N'ont-elles pas un seul but celui d'assurer aux bénéficiaires des revenus extratestamentaires ? Avec cette différence entre les assurances et les substitutions, que ces dernières reposant sur le patrimoine réel du cédant offraient beaucoup plus de garanties que les Compagnies d'assurance qui peuvent sauter d'un jour à l'autre, ou qui

dans une baisse des changes peuvent trouver une ruine certaine entraînant avec elles de nombreux capitaux.

En Angleterre, les Trusts existent toujours, et si l'assimilation n'est pas complète avec le wakf, cela n'empêche pas du moins qu'ils mettent une entrave à la circulation des biens (lire Bidair, thèse citée, p. 28).

La Russie bolchevique en instituant l'Etat, personne morale, seul propriétaire du sol, enlève complètement ses biens à la circulation. Ce n'est pas pour dire que le régime soit bon, que nous citons cet exemple, mais c'est pour prouver que même étant complètement libre, un pays quand il y trouve un intérêt peut entraver cette libre circulation dans les limites qu'il juge à son profit.

C'est donc que la théorie ne doit pas être généralisée. Une propagande intellectuelle en Egypte, qui par là pourrait convaincre des esprits élevés, peut faire dévier ces esprits et en faire des ennemis du wakf pour sauver les principes au détriment d'un réel intérêt qui peut imposer de lourds sacrifices aujourd'hui, mais dont les générations futures qui naîtront dans une atmosphère meilleure leur sauront bien gré, le jour où ils voudront rénover leur état suivant les progrès de leur temps. Parce qu'ils se sentiront forts et aptes à le faire.

Les grands esprits pratiques oublient souvent de calculer la réaction. Je ne sais plus quel auteur disait : « Vouloir faire une bonne chose toute seule et sans précédent, c'est rêver le bien et faire le mal ». Vouloir abolir le wakf qui date depuis des siècles, répondrait certainement à la bonne théorie de la circulation des biens, mais serait-ce vraiment dans l'intérêt du pays en l'état actuel des choses ?

Quant aux biens de mainmorte, ils ont été abolis surtout pour des raisons politiques. « L'Etat dans l'Etat », n'est pas le reproche que l'on peut faire au wakf, et il n'est pas juste d'en faire une assimilation.

La théorie de la circulation des biens opposée au wakf, ne doit donc pas nous effrayer outre mesure.

7°) « On dit que par le wakf le constituant assure aux
« bénéficiaires une vie tranquille et heureuse par les revenus
« du wakf qu'ils sont sûrs de toucher. Ici, on constate juste-
« ment les inconvénients de cette institution : les bénéficiaires
« se contentant des revenus qui leur viennent du wakf ne se
« donnent pas la peine de travailler pour gagner leur vie, ils
« deviennent oisifs, se donnant tout entiers au plaisir. La con-
« séquence regrettable de cet état de choses est que le wakf
« étouffe et tue l'activité personnelle et l'intelligence de bien
« des individus qui auraient pu donner libre expansion à leurs
« dons naturels ».

Il est étonnant que l'on puisse invoquer une pareille critique contre le wakf alors même que l'argument allégué pourrait servir à plaider en sa faveur. Si les bénéficiaires ne se donnent pas la peine de travailler pour gagner leur vie, cela n'est pas nécessairement une conséquence de leur état de bénéficiaires dans un wakf, parce qu'ils peuvent travailler pour améliorer leur sort et assurer à augmenter la richesse à leurs descendants; s'ils ne le font pas, c'est à leur état de mentalité et de leur éducation que cela est dû. Supposons que ces bénéficiaires, la plupart du temps les descendants du constituant soient ses héritiers, c'est-à-dire propriétaires des biens à eux dévolus, cela empêcherait-il qu'ils restent oisifs ou s'a-

donnent aux plaisirs ? Et le wakf n'est-il pas une garantie efficace contre leurs débordements ? Ne vient-il pas mettre une entrave à leur acharnement vers ces plaisirs en les astreignant à respecter la propriété du fond lui-même qui se serait évanouie devant leur inassouvissement ? Le wakf n'est-il pas une entrave au crédit qu'on leur fait ? Il les prémunit plutôt qu'il ne les encourage et c'est pour cela que beaucoup de bénéficiaires insouciants voudraient s'en débarrasser pour donner libre cours à leurs expansions malsaines. Poussons l'idée plus loin et supposons que ces bénéficiaires soient des normaux, cas que les détracteurs de l'institution ne veulent pas leur reconnaître. Ne peut-on pas concevoir que bénéficiaires tranquilles et sûrs de toucher des revenus ils ne s'adonnent à la littérature et à l'art, ces apanages réservés à une certaine élite qui a besoin d'être encouragée et qui ne peut l'être efficacement que par un certain milieu qui doit nécessairement être recruté dans la classe aisée ? Si en disant que le wakf étouffe et tue l'activité personnelle et l'intelligence des individus qui en bénéficient et qui auraient pu donner libre expansion à leurs dons naturels s'ils n'en bénéficiaient pas, on veut dire par là, que la richesse sûre, assurée à ces individus en est la cause, on fait une erreur de principe qui, s'il peut être appliqué à certains individus isolés ne peut être généralisé. Encore une fois, ce n'est pas au wakf qu'il faut en vouloir, c'est à la mentalité et à l'éducation de ces individus qu'il faudrait s'en prendre plutôt. Etre riche n'empêche pas d'être instruit et sage, tout dépend de la volonté de chacun et de son degré d'éducation nécessairement.

D'autre part, dans les pays d'Orient surtout, et spécialement en Egypte, il faut qu'il y ait une certaine aristocratie ;

les traditions le veulent, et c'est notre avis vu la situation spéciale du pays. Le wakf sauve aujourd'hui plus d'un nom de riches et notables familles qui se seraient à jamais évanouies, s'il n'existait pas. S'il faut pour appuyer ces dires, citer des noms, nous ne serions pas embarrassés et nous les recruterions parmi les plus respectables du pays, mais là n'est pas la place de ce réquisitoire, nous ne mêlerons pas des noms à une modeste étude de cette institution qui sauve aujourd'hui ces noms de la ruine la plus complète, si elle n'était là pour les faire vivre encore et les faire respecter.

Cette critique, qu'on nous permette de le dire est vraiment mal placée pour détourner les yeux des constituants jaloux de leur prestige et de leur nom. Ils le comprennent d'ailleurs très bien, le nombre annuel des constitutions de wakf en est une preuve.

Et si, malgré les grandes différences qui existent, on pouvait faire une assimilation entre le wakf ahli et les substitutions qui avaient à peu près les mêmes buts, nous emprunterions à l'éminent professeur, M. Planiol, ces quelques lignes qui pourraient nous édifier (Traité élém. de droit civil, t. III, 7^e édition, n° 3,269). « Dans un temps où l'on ne connaissait guère d'autre richesse que la terre et où les familles nobles présentaient le spectacle d'une décadence lente, mais sûre, par l'effet des partages, il était de toute nécessité d'en assurer le maintien par tous les moyens possibles, si l'on voulait conserver autour du trône une noblesse nombreuse et riche. Le droit d'ainesse ne suffisait pas à atteindre ce but, car s'il créait dans chaque famille un héritier du nom, possesseur de la plus grosse part de la fortune, il n'assurait pas la transmission indéfinie de cette fortune. On pouvait toujours craindre d'en

voir le dépôt tomber entre les mains inhabiles ou malheureuses et de la voir s'anéantir. Les substitutions furent la garantie de la noblesse : en rendant les biens inaliénables entre les mains du grevé, on le forçait, en quelque sorte à rester riche malgré lui, et on protégeait contre tout risque le patrimoine de la famille future ». Ces mêmes paroles peuvent être dites en faveur du wakf, puisque la principale richesse nationale de l'Égypte est la terre.

Et voici ce que dit ce même auteur à propos de l'abolition des substitutions : « La Révolution qui anéantit l'organisation féodale et nobiliaire de la France, supprima les substitutions; la loi du 14 novembre 1792 les prohiba absolument pour l'avenir et annula toutes celles qui, faites antérieurement n'étaient pas encore ouvertes à cette date. On justifie ordinairement cette mesure en disant que la Révolution cherchait à faciliter la circulation des biens et à débarrasser la terre des embarras qui en gênaient les propriétaires. Il y a peut-être un peu de cette idée dans l'opinion du temps, mais les vrais motifs sont d'ordre politique : on ne les donne pas d'ordinaire. Ils sont avoués dans une lettre de Bonaparte (A. du Casse, mémoires et correspondances du roi Joseph, 3^e édition, 1856, t. II, p. 299).

Et si, enfin, pour terminer avec cette assimilation, nous rapprochons les dates des créations et celles des abolitions des substitutions ou de leurs semblants, avec les dates des changements de régime, nous aboutirions à cette remarque, que partout où il y a eu régime monarchique les substitutions ont existé et là où le régime est complètement démocratique, les substitutions étaient abolies. C'est donc qu'ils étaient liés à l'idée de la présence ou de la destruction de l'aristocratie.

Tirant exemple, nous estimons que pour l'Egypte, cette aristocratie étant nécessaire, les wakfs ne doivent pas être abolis.

8°) « La plupart du temps, les bénéficiaires oisifs, ne
« vivant que pour leur plaisir, ne trouvant pas leurs alloca-
« tions suffisantes pour faire face à leurs dépenses, s'adres-
« sent alors aux banquiers qui, nous rapporte Hanki, avan-
« cent une somme représentant les revenus de dix ans, par
« exemple contre une cession totale de revenus. Le même
« auteur écrit : « Ces dernières années, quelques financiers
« avisés, voyant le profit qu'ils pourraient retirer de ces sor-
« tes d'opérations, fondèrent une société qui ne fait que ce
« genre de placement, c'est la Caisse auxiliaire foncière. Elle
« accepte la cession des revenus du wakf à un taux de 9 %
« et pour plus de garantie, fait contracter à l'emprunteur une
« assurance sur la vie pour une somme égale à celle qui lui
« est prêtée ».

On nous cite la « Caisse Auxiliaire Foncière », nous pourrions opposer le « Crédit Foncier Egyptien ». Si la première trouve sa garantie dans les revenus, le second la trouve dans la terre elle-même. De deux maux, il faut choisir le moindre, s'il faut absolument admettre que tout bénéficiaire doit être un désœuvré avide de plaisir et d'argent. Il faut souligner un fait, c'est que l'une et l'autre de ces banques reposent sur des capitaux étrangers.

Et si nous remarquons en passant que le wakf encourage en quelque sorte l'assurance sur la vie, le fait vaut la peine d'être signalé. C'est en effet une intéressante évolution dans l'esprit traditionnaliste musulman, et un bon point pour l'économie politique. L'assurance est une théorie fort intéres-

sante et bien moderne, que nous aimerions voir entrer dans les coutumes du pays. Et notre vœu serait comblé si nous pouvions voir surgir des Compagnies d'assurance à capitaux égyptiens !

9°) « S'il est vrai de dire que le constituant assure à ses
« descendants une existence aisée, cela n'est exact que pour
« les premiers bénéficiaires. Mais, une fois que leur nombre
« s'est accru, leurs parts diminuent et le but que leur ascen-
« dant s'était proposé est manqué ».

Heureusement que cette critique vient à point pour apaiser la crainte de ceux qui, lisant les critiques qui la précède, ne se lamentent trop sur le désœuvrement des bénéficiaires qui ne doivent ce désœuvrement, d'après ce que semblent insinuer ces critiques, qu'à leur qualité de bénéficiaires. Nous pourrions dire alors aux détracteurs du wakf qui se basent sur ces critiques, qu'à ce moment où la part de ces bénéficiaires sera minime, ils cesseront d'être oisifs et donneront libre expansion à leurs dons naturels ; ils travailleront alors, puisqu'ils y seront obligés ! D'un autre côté, on semble reprocher aux constituants ce manque d'aise de leur lointaine progéniture. Ce n'est pas de leur faute pourtant, ils ont fait de leur mieux, auraient-ils laissé des héritages que leur situation, par l'effet des partages ne serait pas meilleure, bien au contraire !

Toutefois, pour être équitables, nous estimons qu'on devrait décider qu'après un certain temps, quand le wakf n'est plus que d'un profit minime aux bénéficiaires, au lieu de le faire traîner en longueur, presque inutilement, il devrait passer entre les mains de l'œuvre sociale, humanitaire ou

pieuse, que le constituant s'était proposé de protéger et qui est une condition *sine qua non* pour la validité de son wakf. Tout d'ailleurs dépend de la volonté de ces constituants qui, suivant leur vues délimitent la dévolution intermédiaire à un degré logique.

10°) « Voyant les inconvénients soit économiques, soit « sociaux de l'institution et convaincu de son illégalité, Mohamed Aly, le fondateur de la famille régnante en Egypte a « aboli une grande partie des wakfs par son fameux décret « du 5 Moharram 1258 (1842), en défendant en même temps « la constitution des nouveaux wakfs. Par ce moyen, il a « affranchi environ 10.000 feddans (Hanki, page 9).

L'exemple ci-haut pourrait sembler convaincant, vu l'autorité de Mohamed Aly, surnommé à juste raison un des génies du dix-neuvième siècle, mais cet exemple aurait du être suivi d'une petite explication. D'abord, Mohamed Aly n'a pas complètement aboli les wakfs, il a simplement restreint leur constitution en supprimant les wakfs constitués sur les terrains « Rizkr ». Ces wakfs étaient entre les mains des Cheikhs religieux, lesquels pour la plupart n'avaient aucune preuve de l'existence de ces wakfs. Le système des preuves étant très large en droit musulman et la preuve testimoniale étant admise sur une grande échelle. Mohamed Aly, fort des droits que lui conférait son titre, en ce faisant, s'est substitué à eux en se chargeant lui-même de l'entretien du Culte, il a d'ailleurs alloué à tous ces Cheikhs ainsi qu'aux bénéficiaires des wakfs abolis des pensions annuelles (Clot Bey, description de l'Egypte, t. I, p. 125). Quant à sa prohibition de constituer de nouveaux wakfs, elle n'était pas absolue, elle ne portait que

sur une des parties des terrains agricoles, lesquels étaient divisés en kharadjis et ouchouris, et c'est sur l'une de ces catégories que portait sa prohibition.

Mais, pourquoi chercher si loin une réponse à cette critique quand nous pouvons lui opposer tout simplement des wakfs constitués par Mohamed Aly lui-même. Des wakfs très connus et très importants tels le wakf de Kawala (1228 de l'Hégire) et celui de Kafr-el-Cheikh (1232 H.) lequel n'englobe pas moins de 8.000 feddans dans les bons terrains d'Egypte, et dont les revenus sont destinés à des œuvres sociales. Ces wakfs existent toujours (archives du Mehkemch Cherich du Caire). Ce qui prouve que si ce souverain clairvoyant a aboli certains wakfs et prohibé la constitution de certains autres, c'est tout simplement à cause des défauts qui existaient dans leur administration et non parce qu'il estimait que le wakf était mauvais ou illégal; sinon il se serait contredit lui-même.

D'ailleurs, tous les souverains qui ont succédé à Mohamed Aly sur le trône d'Egypte ont, chacun pour sa part, constitué des biens en wakf. Ces wakfs sont prospères vu leur sage et bonne administration; témoin cet exemple tout récent. Sa Majesté, le Roi actuel d'Egypte, vient d'approuver pour l'exercice 1926, le budget des wakfs royaux. Ce budget prévoit : L. E. 618.159 de recettes contre L. E. 452.385 de dépenses; le budget précédent prévoyait : L. E. 582.129 de recettes et L. E. 460.860 de dépenses; le nouveau budget réalise par conséquent une augmentation de L. E. 36.030 et une diminution de L. E. 8.475.

La critique qu'on nous oppose s'évanouit devant des faits probants et des chiffres convainquants.

Telles sont condensées les critiques émises contre le wakf, tant au point de vue juridique qu'au point de vue économique, et les réponses que l'on pourrait donner à ces critiques. Les arguments mis chacun de leur côté dans les deux plateaux de la balance restent à être jugés. Toutefois, nous militerons en notre faveur d'une certaine indulgence vu l'autorité incontestable et très grande des auteurs qui ont émis ces critiques, et l'effort mesquin de notre plume qui ne saura jamais traduire la forte conviction qui nous possède de la légalité et des bienfaits du wakf en Egypte en l'état actuel des choses. Sans vouloir faire un préjugé, nous estimons tout au moins que nos efforts quelque peu éloquents qu'ils soient, peuvent dissuader les juges impartiaux quand ils se trouvent devant cette réflexion de M. Mercier qui dit : « Jamais fiction, couverte par le manteau de la piété, n'a permis de réaliser de telles dérogations à toutes les règles de la loi ». (loc. cit., page 206). Ce jugement très dur, et injuste à notre avis, ne sera pas maintenu devant l'appel porté devant ces juges. Et pour mieux les convaincre, nous allons dans les chapitres qui suivent mettre en relief, bien faiblement d'ailleurs, quelques-uns des bienfaits du wakf. Puissent-ils être pris en considération.

II. -- De la légitimité légale et économique du wakf

De ce qui précède, nous pouvons tirer cette conclusion, que le wakf est légitimement légal. Il ne contrevient nullement aux lois koraniques; d'abord parce qu'il n'existe pas de loi dans le Koran qui le prohibe, ensuite parce qu'il fait partie de la Sounna et que cette dernière fait légalement partie de la Sheria islamique, on doit donc en tenir compte.

D'autre part, la philosophie qui se dégage de l'étude du Koran incite les croyants à faire en vue de Dieu et de la vie future tous les sacrifices dont ils sont capables pour mériter la grâce du ciel; témoin ce verset : « Vous n'atteindrez pas la piété complète tant que vous n'aurez pas donné une des choses auxquelles vous tenez » (Sourate III, verset 86. Bokhari, loc. cit., page 275).

Il faut bien s'imprégner de cet esprit spécial qui mêle dans le Koran les lois juridiques, les lois usuelles de la vie courante et les lois purement théologiques, et qui mélangées forment un tout complet concret et indivisible.

Le croyant imbu de ces idées n'aurait pas atteint les mérites qui se dégagent de sa religion s'il n'y a pas suivi tous les détails dont chacun pour lui a son importance.

La Sounna est venue lui faciliter cette voie. Elle lui ouvre un champ d'application assez étendu où il peut évoluer librement en dehors des contraintes et sans porter atteinte à sa conception religieuse.

Le wakf est une de ces voies qui lui permettent de concilier pratiquement son intérêt personnel et sa conception théologique. Et en cela cette institution est digne d'intérêt et même d'éloge. Le droit musulman peut se féliciter de la posséder : elle prouve la largeur d'esprit du législateur musulman qui l'admet, et elle permet de faire le bien tout en ne causant pas à celui qui le fait un tort immédiat, donc elle l'encourage à le faire. En plus, elle assure la réalisation effective de ce bien dans les meilleures conditions possibles. En éliminant l'idée de propriété personnelle, en créant cette idée de Dieu, personne morale, elle assure le prolongement de l'effet de ce

bien et se fait imposer un respect que tout croyant devra avoir pour elle.

Cette conception de Dieu, propriétaire du bien constitué, confère nécessairement à ce propriétaire une personnalité, sinon on ne concevrait pas ce titre de propriété. Et cette personnalité que l'on reconnaît, que l'on doit reconnaître à Dieu, on ne peut la concevoir que morale. Que répondraient les auteurs qui ne veulent pas reconnaître l'existence de la personne morale ? Nous posons cette question en passant, sans nous y arrêter.

Et de ce fait que le constituant se dessaisit lui-même, de sa propre volonté et de son vivant, de la propriété, d'un bien qu'il possède, forme pour l'institution elle-même un certain frein qui laissera bien réfléchir, le constituant avant de faire sa constitution. Et quand il l'aura faite, elle lui fait apparaître tout de suite le sacrifice qu'il s'est imposé : et cette idée répond aux préceptes de sa religion.

Bien pratique le wakf permet au constituant, en le satisfaisant à ce dernier point de vue, de pouvoir vivre dans l'aisance et de ne pas en priver ses descendants.

Et là apparaît un autre intérêt pratique de l'institution. Les lois koraniques en matière de succession étant des lois immuables, elles peuvent ne pas répondre aux exigences du progrès social ; toutes respectables qu'elles soient, elles peuvent présenter certains inconvénients dans la pratique. Il faut toujours tenir compte que ces lois ne confèrent aucun droit aux successibles tant que le *de cujus* est en vie. Mais à sa mort, si ces lois devaient s'appliquer intégralement, elles peuvent nous paraître surannées ; quelques exemples en passant, le prouveront : le garçon hérite, d'après ces lois, du double

de la fille. Cette théorie est profonde, elle a sa raison d'être, elle peut être facilement soutenue et défendue, mais il peut arriver que dans la pratique il arrive qu'il y ait un intérêt pour le *de cujus* à protéger davantage sa fille, le Koran défendant le testament en faveur d'héritiers, son désir ne pourra être réalisé. Le wakf lui permettra, en dégageant l'idée de propriété, de satisfaire ce désir. Il peut arriver aussi que deux frères appelés dans une succession, l'un d'eux se trouve infirme, par exemple, et se trouvant de ce fait dans un état d'infériorité par rapport à son frère, milite d'une certaine faveur; le wakf pourra lui accorder cette compensation. Il peut arriver, enfin que le *de cujus* ne laisse qu'une seule fille; les collatéraux d'après les lois koraniques interviennent dans la succession. Ces lois n'étant pas basées sur le degré de rapprochement, comme dans le droit issu des Romains; peuvent ne pas répondre à la conception moderne de ce *de cujus*, qui veut voir sa fille seule bénéficiaire; le wakf le lui facilite. Ces exemples peuvent être étendus à l'infini, où le wakf apparaît comme conciliateur modéré, puisqu'il impose en compensation des sacrifices certains; lesquels sacrifices ont aussi leur mérite.

On ne saurait contester l'effet moral du wakf; il oblige les enfants au respect des parents, qui ont en lui une arme forte entre les mains.

Quant au point de vue économique, outre que le wakf n'entrave pas complètement la libre circulation des biens et qu'il peut se concilier avec elle; il peut aussi trouver des défenseurs chez les économistes eux-mêmes.

Bastiat dit qu'à la base du droit de propriété, on doit trouver le travail pour légitimer cette propriété. En prenant

raison, nous dirons que le wakf se rallie à cette théorie ; les bénéficiaires n'ayant pas concouru au travail qui a créé le bien dont ils jouissent, ils n'ont aucun droit sur la propriété de ce bien. Et si cette théorie de Bastiat est combattue par une majorité d'économistes, elle n'existe pas moins et elle n'a pas moins ses défenseurs. On ne saurait le nier.

En étudiant le wakf à ce point de vue purement économique, on remarque qu'il se rattache à la fois à l'école libérale et à l'école socialiste ; voici comment :

Le wakf, en libérant l'individu des astreintes restrictives de la loi, lui ouvre un champ d'application très large lui laissant la libre fantaisie de se mouvoir et de diriger lui-même tout ce qui lui appartient ou qui est issu de lui. Tout en ne le déclarant pas hors la loi, le législateur intervient le moins possible dans tout ce qui est de la libre réglementation de la dévolution de ses biens. C'est par là que le wakf se rattache à l'école libérale qui tend à réduire au minimum possible le rôle du législateur.

D'un autre côté, le wakf rattrape l'école socialiste en ce qu'il tend à annihiler la propriété individuelle et privée. Cette dernière école, en effet, estime que la propriété individuelle est incompatible avec la pleine indépendance de l'individu ou du moins ne peut la donner à l'un sans l'enlever aux autres. Comme l'a dit spirituellement un socialiste chrétien, M. Wilfred Monod : « Ce qu'on appelle la propriété « privée » n'est-elle pas celle qui « prive » autrui ? » (Gide, t. I, 6^e édition, page 34, note 2). Le wakf en annihilant cette idée de propriété privée concilie parfaitement les effets de cette dernière idée avec la théorie socialiste elle-même.

Et s'il nous faut rattacher la théorie du wakf à une école

économique déterminée, quoiqu'elle soit antérieure à toutes ces écoles; c'est à celle de Le Play qu'elle se rapprocherait le plus. Cette dernière école étant elle-même rattachée au Christianisme social, et plus spécialement à l'école catholique. Malgré l'antithèse qui existe entre la conception catholique et islamique, ce rapprochement peut être fait au point de vue économique en ce que cette école donne une part prédominante au sentiment religieux et moral dans l'ordre économique; 2° par sa méfiance à l'égard de l'évolution du progrès naturel, et une vive hostilité contre « les faux dogmes de la Révolution française »; 3° et par l'importance extrême qu'elle attache à l'organisation et à la stabilité de la famille, à la conservation du patrimoine et à la liberté de tester. Préoccupée surtout de rétablir l'ordre et la paix sociale, elle espère y arriver par un triple patronage : celui du père dans la famille, du patron dans l'atelier, de l'Eglise dans la société, mais sous les conditions des devoirs réciproques de la part de ces autorités sociales (Gide, loc. cit., page 42). Le wakf répond fidèlement à cette conception, sauf à tenir compte de sa source islamique.

Si considérant la religion islamique quant à sa partie sociale, nous voulions lui donner un nom économique, nous l'appellerions, Islamisme social, et le wakf serait une des théories qui en feraient une illustration.

Par ce fait que l'institution du wakf est caractérisée par ses buts sociaux, humanitaires ou pieux, on pourrait la rattacher aussi au solidarisme, surtout quand elle vise des buts purement humanitaires.

Voici en effet, ce que dit l'école solidariste : « S'il y a des misérables, nous devons les aider : 1° parce que nous

sommes probablement en partie les auteurs de leur misère, par la façon dont nous avons dirigé nos entreprises, nos placements, nos achats, ou par l'exemple que nous leur avons donné; donc étant responsables, notre devoir est de les relever; 2° parce que nous savons que nous ou nos enfants seront exposés à être les victimes des misères d'autrui : leur maladie nous empoisonnera, leur dépravation nous démoralisera. Donc, notre intérêt bien compris est de les guérir. Il faut donc transformer la société des hommes en une sorte de grande société de secours mutuels où la solidarité naturelle, rectifiée par la bonne volonté de chacun ou, à son défaut, par la contrainte légale, deviendra la justice, où chacun sera appelé à prendre sa part dans le fardeau et à recueillir sa part aussi du profit d'autrui. Et à ceux qui craignent de diminuer par là l'individualité, l'énergie qui compte d'abord sur soi, le selfhelp, il faut répondre que l'individualité ne s'affirme et ne se développe pas moins en aidant autrui qu'en s'aidant soi-même ». (Gide, loc. cit., p. 45). M. Léon Bourgeois en donnant à ce concept une formule juridique, conclut en ces termes : « Tout homme naît débiteur de la Société, il doit donc commencer par payer cette dette par exemple, dit-il, en contribuant à l'assurance, à l'assistance, à l'instruction de ses frères, et par tous autres modes de contribution à déterminer. C'est seulement, ajoute-t-il, après avoir satisfait à cette condition préalable que la liberté économique et la propriété privée pourront se donner libre carrière ».

Le constituant en instituant son wakf paye cette dette quand il le fait khairi directement, et il la reconnaît quand il le fait ahli ou de famille; de toute façon, dans l'un et l'autre cas le créancier, la Société sera toujours équitablement

payé. Que peut-on imaginer de mieux pour satisfaire cette conception chère à M. Léon Bourgeois ?

Le wakf, comme on peut s'en rendre compte, se rallie donc et se rattache à plus d'une théorie économique. Il a ce fier mérite de leur être bien antérieur et d'avoir répondu plus tôt, beaucoup plus tôt à leurs concepts. Et l'on ne devrait pas lui méconnaître ce mérite.

Serait-on contre toutes ces théories citées qu'on ne devrait pas pour cela les appeler antiéconomiques au risque de douter de l'impartialité de leurs auteurs ; et serait-on contre l'institution du wakf qui s'y rattache à plus d'un point de vue, qu'on ne devrait pas non plus le traiter d'antiéconomique sous prétexte qu'elle ne prévoyait pas ces théories ; puisqu'il n'y avait pas de théories économiques au jour de sa naissance.

Non, pas plus qu'il n'est illégal, le wakf n'est antiéconomique. Le tout est de savoir en tirer le plus de profits en l'adaptant aux besoins modernes de la Société qui, plus que jamais, réclame toute l'aide possible au moment pénible de son relèvement. Qu'importe si l'institution est vieille, puisqu'elle peut toujours donner de bons fruits quand elle est bien administrée et bien comprise ?

Institution humanitaire et sociale par excellence, le wakf ne doit pas être aboli aujourd'hui où l'Egypte commence à peine à renaître. Son maintien est plus qu'utile en ce moment au relèvement de ce Pays où tout est encore à faire au point de vue social.

Clavel nous dit dans son ouvrage sur le wakf (page 4) :
« Les Européens sont restés trop longtemps indifférents à cette législation musulmane qui, depuis l'Atlantique jusqu'au

delà du Gange, régit trois cents millions d'hommes, législation dont bien peu ont compris la grandeur et l'esprit philosophique parce qu'elle est l'œuvre d'une civilisation différente de la nôtre ».

Si les Européens sont excusables de cette indifférence et de ce manque d'appréciation, les Egyptiens ne le sont pas, parce qu'ils peuvent mieux saisir l'esprit philosophique qui se dégage de cette institution et de la législation même qui les régit.

III — Importance du wakf et danger de son abolition

S'il est bon de maintenir le wakf parce qu'il est d'un intérêt incontestable au profit de l'ordre social, son maintien devient nécessaire parce que son abolition serait néfaste au pays.

Le wakf a, en effet, une importance trop grande pour que sa disparition du jour au lendemain passe inaperçue et ne produise un déséquilibre certain dont les désastreuses répercussions s'étendraient sur toutes les branches vitales du pays.

On ne saurait trop insister sur ce point. L'importance du wakf n'est pas niée, elle est même avouée par les détracteurs de l'institution; et si la phrase de M. Clavel, citée plus haut peut nous en donner une idée au passage; cette constatation de Hanki, nous édifiera davantage. Cet auteur dit en effet : « D'après une dernière statistique, le 1/3 de la ville du Caire est constitué en wakf; les 3/4 de la ville d'Alexandrie est Hekr, plus de deux cent cinquante mille feddans dans toute l'Egypte sont constitués en wakfs ». Il faut remarquer

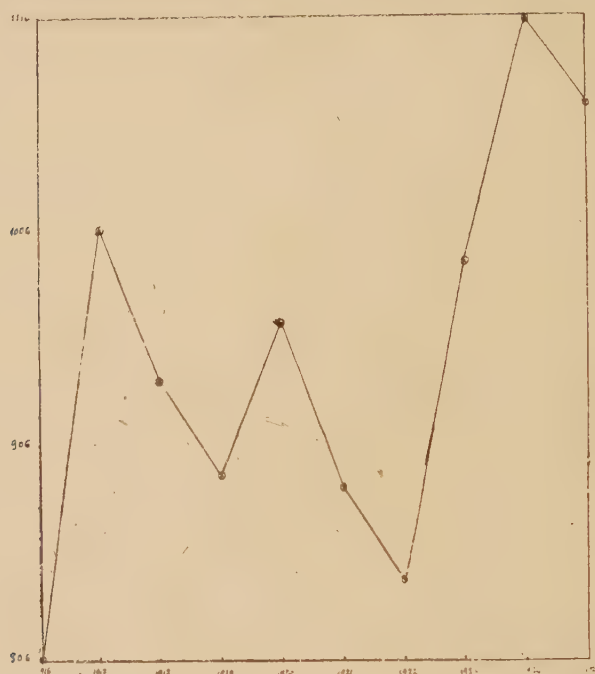
que cet auteur écrivait cela en 1914. Les constitutions de wakfs ont augmenté depuis. Le tableau suivant que nous avons établi d'après enquête personnelle au Greffe des Mehkemehs Charichs d'Egypte peut nous en donner une idée.

Ce tableau indique le nombre de wakfs constitués au Caire, dans la Basse et la Haute Egypte, et le total de ces constitutions année par année pendant les dix dernières années.

ANNÉE	MEHKEMEH Charich du Caire	M. C. Basse-Egypte	M. C. Haute-Egypte	Total annuel des constitutions
1916	220	376	210	806
1917	321	416	270	1007
1918	291	386	259	936
1919	258	397	240	895
1920	300	443	220	963
1921	256	377	253	886
1922	274	337	212	843
1923	278	430	283	991
1924	356	466	293	1115
1925	294	445	326	1065
Totaux	2848	4093	2566	9507

Et pour faciliter la vue rapide de ce tableau, nous avons établi le graphique ci-joint qui fera apparaître en relief les fluctuations des constitutions de wakf en Egypte depuis 1916 à 1925.

Les Fluctuations du Wakf en Egypte de 1916 à 1925



D'après ce tableau et ce graphique, nous constatons que le nombre des constitutions de wakf a atteint en dix ans le total de 9,507 ; ce qui fait à peu près une moyenne annuelle de 950 wakfs constitués. Ce qui n'est pas peu, surtout si l'on tient compte que parmi ces constitutions il y en a de très importantes.

Voici, pour mieux nous édifier encore, un autre tableau ; celui-ci extrait des Registres du Ministère des Wakfs et qui donnera une idée du nombre de feddans constitués en wakf, et soumis à l'administration de ce Ministère, et les revenus annuels de ces wakfs pendant les dix dernières années.

Ce tableau sera réparti en trois grandes divisions; la première renferme les wakfs Khairi (de bienfaisance); la seconde les wakfs Ahli (de famille); la troisième le total de ces deux réunis avec le total des recettes annuelles qui en proviennent.

**Statistique des Terrains et des Recettes du Ministère
des Wakfs en 10 ans — 1916-1925**

Années	WAKFS KHAIRI		WAKFS AHLI		TOTAL	
	Feddans	Recettes	Feddans	Recettes	Feddans	Recettes
		L. E.		L. E.		L. E.
1916	53,709	519,200	79,313	370,800	133,022	890,000
1917	55,139	555,000	71,335	404,200	126,474	959,200
1918	54,820	625,500	73,926	460,800	123,746	1,086,300
1919	55,855	665,500	78,275	656,400	134,130	1,321,900
1920	54,439	890,000	81,182	795,000	135,621	1,685,000
1921	59,362	1,194,300	74,839	1,077,500	134,201	2,271,800
1922	57,515	1,185,300	76,518	1,117,000	134,033	2,302,300
1923	57,222	930,200	80,578	811,700	137,800	1,741,900
1924	55,303	914,611	88,902	841,388	144,205	1,755,999
1925	55,823	941,237	98,683	871,516	146,506	1,812,753

(On peut remarquer qu'après 1921, il y a une forte diminution dans les terrains Khairi; cela provient que ces terrains de wakfs se rattachant à la famille royale, ont été enlevés à l'Administration du Ministère et remis à l'Administration des wakfs royaux).

Pour se rendre compte de la progression, il faut comparer ces chiffres avec ceux de Hanki établis pour l'année 1912. Nombre de feddans, 48.000. Revenus L. E., 310.000.

Et cela sans compter les immeubles de rapports et des

terrains vagues qui reportaient les revenus du Ministère (encore Administration en ce temps-là). Pour 1912, à L. E. 877.500. On peut se faire une idée de la sorte de la richesse actuelle du Ministère.

Mais cela n'est pas tout, le Ministère des wakfs n'englobe qu'une faible partie des wakfs d'Egypte dont la plupart sont administrés par des particuliers. C'est pour le moins deux fois plus sinon trois fois plus que ces chiffres donnés. Ajouter à cela les wakfs royaux. On aura une idée de l'importance du wakf en Egypte.

Devant ces faits probants, devant ces chiffres, ne s'est-on jamais demandé ce qui aurait pu arriver le jour où tous les wakfs seraient abolis ?

En réfléchissant un peu on en voit les dangers certains.

A quoi aboutirait, en effet, cette abolition, sinon à rendre les biens constitués aliénables ?

Et quel en serait l'intérêt immédiat pour les bénéficiaires sinon de s'empressez de les aliéner ?

Que se produirait-il alors ?

Offre surabondante de terrains sur le marché.

Conséquence, baisse considérable de la valeur de ces terrains.

D'un côté des bénéficiaires empressés de vendre, de l'autre des sociétés sûres d'acheter, sinon l'on ne concevrait pas où se trouve l'intérêt de cette abolition, si les bénéficiaires n'aliénaient pas leurs biens.

On objectera peut-être cet argument : devenus propriétaires, ils s'occuperont eux-mêmes de l'administration et de la gérance de ces biens sans avoir besoin de les vendre.

A cela nous répondrons d'abord que si ce fait peut être vrai pour les bénéficiaires de grandes parts, il n'est pas pra-

ticable pour ceux de parts minimales. Ensuite, le mouvement urbain est fort accentué en ce moment, les villes attirent de plus en plus les riches propriétaires, et les propriétaires moyens que les revenus de la terre ne suffisent pas à faire vivre à l'aise. D'autre part, jusque-là, bénéficiaires insouciants n'ayant pas la pratique de faire fructifier la terre, ils préféreront la réaliser contre de l'argent liquide qu'ils pourront placer par exemple, quitte à en tirer les revenus; leur situation ne change presque pas, sinon qu'ils courent plus de risques.

Et comme nous l'avons dit plus haut, si l'on considère que les capitaux liquides pour une très large part, sont entre les mains des Sociétés étrangères; ce sont ces Sociétés qui, incontestablement profiteront de cette baisse énorme, et cela au grand détriment des nationaux du pays et des générations futures.

C'est le jeu bien simple de la loi de l'offre et de la demande, aggravé par cette prédominance des capitaux étrangers. Et nous ne cacherons pas notre étonnement, quand nous voyons des économistes égyptiens préconiser aujourd'hui, la suppression des wakfs. Toute haine qu'ils puissent avoir contre cette institution, ne devrait pas cacher à leurs yeux les conséquences de leur décision radicale.

D'autant plus que si l'institution du wakf peut avoir des défauts, — et quelle institution n'en a pas — elle n'a pas moins des mérites, tant moraux que réels qu'il ne faut pas méconnaître, ni sous prétexte qu'elle est religieuse d'origine, ni sous prétexte qu'elle est vieille, ni sous prétexte qu'elle ne répond pas à certaines théories économiques, modernes. Il est certains facteurs spéciaux qu'il ne faut pas perdre de vue

au risque de commettre une erreur qui peut avoir de malheureuses conséquences, si elle venait un jour à être réalisée.

En faisant abstraction des conséquences morales qui pourraient résulter de l'abolition d'une institution purement coutumière et traditionnaliste. Ne se rend-on pas compte de toutes les difficultés qui pourraient surgir de cette abolition ? Sur quel pied fera-t-on le partage ? tiendra-t-on compte de la volonté du constituant ou appliquera-t-on les lois successorales en assimilant les wakfs à une succession *ab intestat* si l'on peut employer ce terme ? Au cas où on ferait cette assimilation, aura-t-elle un effet rétroactif ? Quels seront en ce cas les droits des créanciers privés de ces droits par l'effet du wakf ? Pourra-t-on invoquer contre eux des prescriptions, si on leur accordait des droits ? Quels seraient les droits des bénéficiaires qui devaient entrer en jouissance après ceux qui ont profité de cette abolition ? etc...

Nombre de questions illimitées que l'on peut se poser sur les complications inextricables que produirait l'abolition du wakf en Egypte.

Ces mêmes complications existent pour les wakfs purement Khaïri. Qu'en fera-t-on ? A qui ira la propriété de ces biens ? Comment en fera-t-on le partage ? Quels seront les droits et les devoirs des bénéficiaires ?

Comme on peut s'en rendre compte, cette question est beaucoup plus compliquée qu'on ne le pense.

Que l'on ne nous oppose pas surtout l'exemple de la Turquie qui a aboli les wakfs, car en les abolissant, elle a du abolir la conception religieuse à sa base, et cette œuvre ne peut être que celle d'une forte dictature !...

Et puis à bien prendre les choses, le wakf est-il si mau-

vais que cela ? Nous allons tâcher de donner une faible idée de ses bienfaits, on pourra en juger.

IV. — Des bienfaits du Wakf au point de vue social

1° Le wakf combat le Paupérisme.

On a donné beaucoup de définitions du Paupérisme. Le Père Antoine dans son cours d'Economie politique (p. 696) en donne la définition suivante : « Le Paupérisme n'est pas seulement la pauvreté, état accidentel et souvent momentané ; c'est la misère permanente, jointe au découragement, à l'insouciance et très souvent à l'immoralité. Le Paupérisme, ce n'est pas non plus la mendicité, c'est un fléau social, c'est la misère héréditaire ».

M. Modeste nous dit dans son ouvrage « Le Paupérisme en France » (page 71 : « Le Paupérisme forme à la surface d'un pays comme d'immenses flaques de dénuement et de corruption, vastes foyers d'infection et de souffrances qu'on ne visite pas sans tristesse, où les familles ouvrières ne résident pas sans atteinte et qu'une société ne porte pas dans son sein sans péril ».

Ce fléau social, ce péril sont des plus menaçants pour l'Egypte. Le Paupérisme y règne en effet. Est-ce dû à la situation climatérique du pays ? ou bien au régime de propriété ? ou bien au manque d'une branche industrielle ? ou au manque d'instruction ? Le fait est qu'il existe. Près de chaque ville se dresse une cité des pauvres où règne la misère héréditaire et l'infection.

Le gouvernement est resté trop longtemps indifférent à cet état de choses ; aujourd'hui, il commence à réagir. La tâche est bien rude, le mal étant enraciné.

On se plaint de voir les institutions de charité et de bienfaisance augmenter, mais on ne s'était jamais plaint de cette plaie sociale.

On pourrait peut-être reprocher que c'est grâce à ces institutions de bienfaisance que cet état de chose existe, ou en d'autres termes, comme prétendent certains économistes que l'assistance contrarie la sélection naturelle.

Cet argument n'est-il pas trop rude pour convaincre un esprit équitable ? Et si malgré la présence de ces institutions la misère existe, c'est simplement preuve que l'assistance est mal organisée. On a trop donné mais on a surtout mal fait l'aumône matérielle sans se préoccuper de guérir.

Doit-on conclure à la suppression de ces institutions ?

Ou ne vaut-il pas mieux les améliorer en les organisant ?

Pour combattre un mal, faut-il tomber dans un mal plus grand ?

C'est une expérience de tous les temps, dit Ch. Perrin, que là où le rationalisme et le matérialisme ont régné, non seulement la charité s'est affaiblie ou a disparu, mais encore la pauvreté a été méprisée et le pauvre asservi (E. Savoy, « Paupérisme et Bienfaisance, page 116).

Le wakf est une des institutions que l'on peut le mieux concevoir pour combattre le Paupérisme. Admettons qu'il ne soit pas organisé dans le sens technique du mot, doit-on pour cela l'abolir ?

Né sans prescriptions légales, mû par la volonté privée, il peut manquer d'organisation. Les gens qui constituent des wakfs peuvent ignorer les règles modernes de répartition et de guérison radicale, on ne doit pas leur en vouloir pour cela. On devrait plutôt les guider, leur montrer le chemin à sui-

vre, leur faire voir où se trouve le mal et quels sont les moyens les plus sûrs et les plus efficaces pour le combattre, mais non pas les décourager ou les priver de contribuer à guérir ce mal.

Abolir le wakf, c'est annihiler cette contribution privée.

Par quoi pourrait-on le remplacer pour faire que l'intérêt privé s'y intéresse et y contribue ? Quelle autre institution pourrait, mieux que cette tradition enracinée dans leurs coutumes, ayant un caractère religieux qui répond à leurs conceptions et à leur mentalité, avoir auprès des Egyptiens la même faveur que le wakf ?

Parviendrait-on à trouver cette institution, aurait-elle la même force, le même caractère, pourrait-elle avoir les mêmes effets que le wakf ?

On sait que très souvent la générosité n'est que le résultat fortuit d'un élan spontané. Quel moyen plus ingénieux que le wakf, pourrait-on imaginer pour profiter de ce premier moment et l'empêcher de réagir sur lui-même, en le mettant à l'abri de la versatilité humaine et des causes de variations multiples qui pourraient surgir par la suite ?

Dunoyer, dans son ouvrage « Liberté du travail », cité par Gide (t. I, p. 29, note 13), écrit cette phrase avec une dureté déconcertante : « Il est bon qu'il y ait dans la société des lieux inférieurs où soient exposées à tomber les familles qui se conduisent mal. La misère est ce redoutable enfer ».

Arrêt sans pitié et justice intégrale qui nous permettront d'ajouter modestement : Il est bon aussi qu'il y ait dans la société des lieux où l'on puisse recueillir ces familles mal tombées et les relever, il est bon que l'on sauve dans ces familles les enfants innocents que le mauvais exemple pour-

rait entraîner, il est bon que l'on combatte la misère : le foyer de tous les vices, la base de tous les maux sociaux, il est bon de supprimer de la terre, ce redoutable enfer. Pour ceux qui y croient, l'autre suffit. Mais à tout cela, il faut des capitaux énormes et surtout désintéressés, il faut une organisation compacte et policée. Nous les possédons en Egypte. L'institution du wakf nous offre ces capitaux. Nous pouvons avoir cette organisation policée, le Ministère des wakfs nous le facilite.

Ces capitaux désintéressés, cette organisation policée, sont plus que jamais nécessaires aujourd'hui où le gouvernement en a le plus besoin. Leur maintien est plus qu'utile pour l'aider dans la rude tâche du relèvement social. Ce sont ces capitaux qui peuvent instruire, qui peuvent créer une industrie nationale, qui peuvent bâtir des hospices, des asiles et des hôpitaux. Ce sont ces capitaux qui en influençant la solidarité religieuse peuvent relever la morale. C'est grâce à ces capitaux que l'Egypte possède des mosquées et des Kot-tabs, écoles primaires où l'enfant trouvant une instruction gratuite est arraché aux mauvais exemples de la rue. C'est grâce au wakf enfin qu'il y a au Caire une Université del Azhar qui réunit des milliers d'étudiants venus de tous les pays où l'Islam a pu passer.

Abolir le wakf, c'est tuer, anéantir tout cela. Non, on n'abolira pas le wakf aujourd'hui ; on ne détruira pas ce gigantesque monument qu'on a mis tant de siècles à édifier. On le maintiendra tant que le pays n'aura pas trouvé une institution adéquate qui puisse le remplacer. Et encore faut-il que ce jour-là le pays soit maître de lui à tous les points de vues !

2° Influence du wakf sur l'instruction et le culte dans le pays.

Nous avons cité le nom de l'Université d'El Azhar et nous avons dit que le wakf est une des causes de son existence et de ses progrès. Il est bon d'en dire encore un mot en passant pour appuyer ces dires, vu la place que cette Université occupe dans le monde pédagogique.

Nul n'ignore en effet, l'importance de cette Université ; le centre de culture islamique par excellence.

C'est de là que partent des hommes instruits des préceptes de l'Islam pour les divulguer dans le monde entier. Et c'est là que viennent s'instruire de ces préceptes des hommes de tout âge, de toutes les races et de toutes les nationalités.

D'abord, simple centre d'étude koranique approfondie, aujourd'hui l'Université d'El Azhar se transforme et tend à devenir une véritable Université moderne, où toutes les études sociales trouveront une place pour être divulguées.

Libre et gratuite cette Université renferme des milliers d'étudiants. Riches et pauvres qui demandent à être instruits s'y côtoient.

Bien mieux, pour encourager ces derniers à l'étude, on va jusqu'à les nourrir.

(Œuvre philanthropique ingénieuse, conception pratique, admirable... Et mieux cette Université sera organisée, et plus elle sera modernisée et plus ses effets seront grands et ses bienfaits puissants.

Grâce au wakf, ces progrès peuvent être réalisés. Les revenus sûrs qu'il procure peuvent aider à cette modernisation.

Dans une étude qu'il a consacrée à l'Université del

Azhar, dans la Revue Egyptienne (1^{re} année, n° 2, 20 mai 1912, p. 33 à 43), M. Jacques Dopffer, remarque que les revenus des wakfs constitués au profit d'El Azhar sont de L. E. 11.466, 527 mm. Les fondations de pains correspondent à L. E. 15.600. Ce qui n'est pas peu pour un budget, quand on songe surtout que cette contribution bénévole est perpétuelle.

Le wakf Zeinab Hanem, fille du Grand Mohamed Aly, qui n'a pas moins de douze mille feddans à peu près, est entièrement affecté à El Azhar.

On se rend compte ainsi de la contribution effective du wakf au maintien et au relèvement de cette Université.

Et si l'Université d'El Azhar peut être citée parce qu'elle est universellement connue, cet exemple n'est pas le seul où le wakf a des bienfaits sur l'instruction en Egypte.

Des centaines de petites écoles lui doivent la vie ; elles se dressent près des mosquées et donnent l'instruction élémentaire gratuitement à tous ceux qui la désirent.

Dans les provinces les plus éloignées du centre, dans les villages, dans les plus petits hameaux ; là où le Ministère de l'Instruction Publique n'a pas encore étendu ses pouvoirs ; il y a de ces petites écoles, qu'on appelle « Kottales ». C'est presque uniquement grâce aux wakfs qu'elles existent et subsistent. C'est là que fils de notables et fils de fellahs viennent apprendre la première leçon d'alphabet. Et si aujourd'hui il y a de riches propriétaires fellahs qui savent lire et écrire, c'est grâce à l'existence de ces petits « Kottabs » qu'ils le doivent et par ricochet c'est au wakf que doit aller leur reconnaissance.

Le wakf étend aussi ses bienfaits sur l'éducation profes-

sionnelle, il encourage par là l'industrie nationale, et souvent même il la crée.

Quel est l'étranger qui, parmi les milliers de touristes qui viennent visiter l'Egypte chaque année, n'a pas admiré les salles d'expositions où sont présentés des chefs-d'œuvres d'art arabe et égyptien les plus beaux et les plus purs. Nous ne voulons pas parler des musées, mais des ouvrages contemporains, qui rapprochent l'artisan d'aujourd'hui de celui où l'Egypte pouvait se glorifier d'avoir un art à elle que les vestiges qui en restent suffisent à faire apprécier.

Certain de ces étrangers ne s'est jamais demandé dans son admiration devant ces petits chefs-d'œuvres modernes qui les a conçus et qui les a réalisés ?

Qu'il nous permette de les emmener à l'atelier d'où ils sortent. Nous gagerons de leur étonnement quand, ayant franchi le seuil, ils se trouveront dans une école organisée suivant le système le plus moderne des écoles professionnelles. De jeunes gens ayant tous la même livrée sont penchés devant les grandes tables de travail, à côté des machines les plus perfectionnées, travaillent sous les yeux vigilants des maîtres les plus compétents dans l'art et le goût.

Ce sont ces jeunes gens qui font ces merveilles admirées aujourd'hui dans le monde entier.

Sur la grande porte d'entrée de cette école, on lit cette inscription en lettres d'or « Wakf el Ilhamieh ». Tout près se trouve une école de filles qui porte la même inscription.

Ce wakf est dirigé par une main vénérée, consciente et habile ; par celle qui est connue dans toute l'Egypte sous le nom de « La mère des bienfaiteurs ».

Et c'est grâce à ce wakf que des centaines de jeunes gens

saurent travailler plus tard ; ce seront des ouvriers modèles. Ils feront vivre l'industrie dont ils sont les pionniers.

C'est grâce à ce wakf que l'Egypte peut prétendre posséder aux yeux du monde une industrie artistique purement nationale.

Cet exemple à lui tout seul peut suffire pour prouver les bienfaits imminents du wakf en faveur de l'instruction et de l'industrie. A lui seul, on peut le prendre comme modèle, et l'opposer à tous les détracteurs de l'institution.

Et si ces derniers peuvent nous donner à leur tour des exemples de wakfs infructueux, nous leur dirons simplement, prenez-vous en à l'administrateur qui n'a pas su gérer ; le wakf comme tel, n'est pour rien à cet état ; le tout dépend d'une sage, consciente et honnête administration.

Et que surtout pour leur défense ces administrateurs, à la main malheureuse, ne viennent pas prétendre que la volonté du constituant étant limitée, elle ne peut leur permettre les améliorations qui s'imposent. Il ne faut pas oublier que le but principal du wakf est le rapprochement du constituant à Dieu. Ce ne sont pas ces améliorations qu'il n'avait pas prévues au moment de la constitution, parce qu'il n'avait pas la vue lointaine, qui empêcheront ce rapprochement le jour où ces améliorations, dont profite son wakf et l'ordre social, viendront à être réalisées, loin de là !

Abolir le wakf c'est priver l'instruction de sa contribution et de son encouragement.

On peut concevoir qu'il y ait des personnes qui de leur vivant construisent des écoles ou encouragent les industries sans le wakf, leurs efforts disparaîtront avec eux, on ne peut certifier que les descendants continuent à entretenir ces œuvres. Les effets du partage leur seront nuisibles. Et la

société ne pourra plus compter sur cette contribution privée.

L'Egypte a besoin aujourd'hui de fortifier et d'étendre l'instruction, son avenir en dépend. Et laisser à l'Etat tout seul la tâche d'atteindre ce but serait le retarder incontestablement.

Si le maintien du wakf apparaît très utile par sa contribution efficace qu'il apporte à l'encouragement et à l'extension de l'instruction, son utilité n'apparaît pas moins grande quand on l'applique au maintien du culte dans le pays.

La religion dans un pays est un des plus grands facteurs de son degré moral.

En Egypte, on remarque que la plus grande partie des mosquées, pour ne pas dire presque toutes, dépendent des wakfs, soit que ces wakfs se trouvent entre les mains de Nazirs privés, ou sous la direction du Ministère des wakfs.

Remarquons au passage que beaucoup des Eglises Coptes dépendent aussi des wakfs transcrits aux patriarches. C'est un curieux effet de l'ascendant de cette coutume, et qui prouve combien elle est enracinée dans les mœurs des Egyptiens.

Abolir le wakf, c'est condamner ces mosquées et ces églises. La morale dans le pays s'en ressentira. C'est grâce aux wakfs en effet, qu'elles pourront survivre au temps. C'est un point délicat sur lequel on ne saurait trop insister au risque d'être taxé de puritanisme, mais dont on peut juger impartialement de l'importance au point de vue social.

Si nous mettons de côté toute idée de religion, le wakf nous paraît au moins nécessaire pour le maintien de tous ces édifices dont les architectures sont parfois de pures merveilles, et qui périraient si un entretien sûr et continu ne les sauvait d'une ruine certaine. L'Egypte possède le wakf, d'autres

pays possèdent un Ministère des Beaux-Arts. A défaut de ce dernier, on peut se contenter pour le moment du premier, d'autant plus qu'il peut contribuer à jouer le même rôle !

3° Influence du wakf sur la santé publique.

C'est sur ce point que le wakf apparaît le plus comme un véritable bienfait pour l'humanité.

L'Egypte doit au wakf plus d'un grand hôpital, pour que l'on puisse méconnaître les bienfaits de cette institution sur la santé publique du pays.

Il suffit de citer « l'hôpital ophtalmologique de Kalaoun » au Caire, qui n'a pas moins de six cents ans d'existence, pour convaincre les plus récalcitrants des détracteurs du wakf.

Pour que cet hôpital, qui malgré sa date de création, ait pu survivre jusqu'à nous en traversant six siècles, il fallait qu'il y ait un autre but que celui d'en tirer simplement un profit pécuniaire. Nous devons faire remarquer que cet hôpital soigne gratuitement les malades nombreux qui y vont.

Voici un exemple de ce qui peut résulter du wakf et que nulle autre institution quelque philanthropique et quelque ingénieuse qu'elle soit, non munie de ce caractère qui lui vaut le respect du temps et des générations qui passent, ne saurait réaliser.

Exemple frappant, exemple vivant qui n'est pas fait pour détourner les yeux des constituants qui veulent attacher leur nom à la perpétuité dans une œuvre humanitaire et bienfaitrice.

Que pourraient objecter à cela les détracteurs du wakf ?

Si l'exemple de cet hôpital peut être cité à cause du temps qu'il a parcouru, il n'est pas le seul où le wakf apparaît comme bienfaiteur de l'humanité.

Plus d'un asile de vieillards, plus d'une maternité lui doivent l'existence.

Nous n'irons pas jusqu'à dire qu'en abolissant le wakf, la santé publique sera complètement délaissée. Le devoir primordial de tout Etat est de sauvegarder et de défendre la santé de ses citoyens.

Mais aujourd'hui, où l'Etat égyptien a tant de choses à faire, aujourd'hui où la santé publique demande le plus de ménagements et le plus de défenses, aujourd'hui où le modernisme a besoin de créer tant de choses et de modifier tant d'autres au point de vue sanitaire ; aujourd'hui plus que jamais la contribution du wakf est plus que nécessaire à la réalisation de ces multiples programmes sociaux, dont celui-ci entre tous réclame le plus d'attention et le plus de dépenses.

Grâce au wakf des milliers de pauvres sont soignés gratuitement. Le budget de l'Etat en est moins grevé.

Plutôt que de préconiser l'abolition du wakf, on devrait plutôt l'encourager au profit de la société. On devrait en montrant les bienfaits qui en résultent, inciter les riches du pays à contribuer à ce devoir social.

On ne saurait trop donner quand il s'agit de guérir un malade, à plus forte raison quand il s'agit de guérir des milliers qui sont voués à la mort parce qu'ils n'ont pas le moyen de se soigner. Outre que c'est un danger pour la société, c'est une responsabilité, tout au moins morale. Pour chacun des membres de cette société qui pouvant prévenir le mal ou l'arrêter ne l'aurait pas fait.

Et cette contribution est tellement nécessaire que quand elle n'est pas faite de plein gré par celui qui peut la faire, elle doit lui être imposée.

Mais entre le mot de contribuable et celui de bienfaiteur, il y a une nuance dont il faut savoir tirer profit.

C'est une simple différence dans les mots; on doit reconnaître du moins que si ces deux mots ont en dernier lieu les mêmes effets, ils n'ont pas la même faveur auprès de l'opinion publique, à laquelle ils sont soumis. Il est dès lors incontestable que si l'on soumettait aux Egyptiens deux moyens, l'un les obligeant à contribuer selon leurs moyens et l'autre leur laissant simplement la faculté de contribuer; ils pencheront nécessairement pour ce dernier moyen. Et si l'on objecte, que des deux moyens en présence, le premier est plus sûr, nous répondrons que le nombre des wakfs constitués et celui des constitutions annuelles, suffit pour annihiler cette objection.

V. — Le Ministère des wakfs

Au point de vue du soulagement officiel de la pauvreté, les Etats modernes se divisent en quatre groupes distincts, dit M. Castelein dans son traité de droit naturel (page 150), rapporté par le Docteur Emile Savoy, dans son ouvrage : « Paupérisme et Bienfaisance » (1922, page 147, note 1).
1° Le droit au secours avec taxes spéciales et obligatoires variant selon les biens constatés, existe seulement en Angleterre. Cette création remonte à Elisabeth.

2° Le droit au secours moyennant prélèvement sur les sources municipales ou de corps spéciaux autonomes (bureaux de bienfaisance officielle), se rencontre dans trois pays : Le Danemark, la Suède et l'Allemagne.

3° L'assistance des indigents effectuée sans prescriptions légales, par les autorités municipales ou des corps spéciaux autonomes (bureau de bienfaisance officielle) et alimentée par

des fondations ou des donations libres, en dehors de l'action de la charité privée ; est adoptée par la majeure partie des Etats : France, Espagne, Italie, Belgique, Portugal et certains cantons Suisses.

4° En Hollande et en Autriche-Hongrie, la bienfaisance officielle ne doit s'exercer qu'autant que le nécessiteux est dans l'impossibilité constatée d'obtenir des secours dus à l'initiative particulière.

Si les Etats modernes rentrant dans l'un des quatre groupes cités, peuvent se flatter de contribuer, les uns plus, les autres moins, au soulagement de la pauvreté, aucun ne peut prétendre posséder comme l'Egypte un Ministère des Pauvres.

C'est le Ministère des wakfs. Et qu'est-ce en effet que le Ministère des wakfs, sinon un Ministère de bienfaisance et de charité ?

Conception ingénieuse qui répond à la fois aux conditions des quatre groupes indiqués.

C'est la contribution obligatoire, par les wakfs déjà constitués et qui dépendent de son administration.

C'est un bureau de bienfaisance officielle.

C'est l'assistance officielle alimentée par les fondations et les donations.

C'est enfin la bienfaisance assurée à tous ceux qui la réclament, justifiant de leur indigence.

C'est en 1835, sur l'ordre de Mohamed Aly Pacha, que le Ministère des wakfs fut créé sous le nom de l'Administration générale des wakfs.

Après avoir fonctionné sans grande utilité pendant trois ans, elle fut supprimée.

En 1851, sur la proposition du Conseil particulier, Abbas I^{er} ordonne sa réorganisation.

Le rôle de cette administration consistait alors à réclamer aux Nazirs des wakfs khairy, les comptes de leur gestion et à vérifier ces comptes. Mais depuis lors petit à petit, une grande quantité de wakfs khairy ayant été placés directement sous sa direction, ses attributions en furent grandement modifiées (W. Elissa, *Revue Egyptienne*, 1^{re} année, n° 5, 5 juillet 1912).

Un décret du 20 novembre 1913 fait de l'Administration générale des wakfs, le Ministère des wakfs actuel.

Voici d'ailleurs, dans son sens intégral, la partie de ce décret qui donne les raisons de ce changement.

« Nous, Khédive d'Egypte,

« Vu notre décret du 13 juillet 1895, portant approbation du règlement des wakfs;

« Vu notre désir de perfectionner le fonctionnement de tous les services publics de notre Etat, ainsi que d'assurer l'association de notre Peuple dans la surveillance des intérêts de la nation, conformément aux lois organiques;

« Vu les charges, devenues considérables, actuellement assumées par l'Administration générale des wakfs, l'extension et la multiplication des services qui en dépendent et le développement dont ils sont susceptibles;

« Vu l'utilité, en conséquence, d'ériger l'Administration générale des Wakfs au rang d'un ministère, avec un titulaire ayant le titre de « Ministre des Wakfs » et faisant partie du Conseil des Ministres, qui sera muni d'une procuration de Nous, en la forme traditionnelle, et gèrera sous la même responsabilité que les autres Ministres dans leurs départements respectifs les affaires rentrant dans la compétence de l'Administration générale des Wakfs, qui conservera son autonomie propre et son budget indépendant. Il veillera à la bonne

marche de cette administration, à l'emploi de ses ressources aux besoins de la communauté musulmane, tout en maintenant le respect du aux clauses et conditions des wakfihs, conformément aux prescriptions de la loi Chéri, à l'accomplissement et à la régularité des services pieux et de bienfaisance qui s'y rattachent, ainsi qu'à l'intervention des Mehkémehs dans tous les cas prévus par le règlement actuel;

« Vu la nécessité de procéder à une étude approfondie des modifications qu'il pourrait y avoir lieu d'introduire dans l'organisation actuelle des wakfs, et l'utilité qu'il y aurait de lui adjoindre pour l'assister dans cette tâche, un conseil qui remplacerait le conseil supérieur actuel des wakfs, avec les mêmes attributions que ce conseil, le résultat de cette étude devant être ensuite communiqué au Conseil des Ministres, et toutes modifications dans l'organisation actuelle devant, après discussion à l'Assemblée législative, nous être soumises pour être promulguées sous forme de loi;

Sur l'avis conforme de notre Conseil des Ministres: Décrètons, etc... (Codes Egyptiens et Lois usuelles en vigueur en Egypte, par J.-A. Wathelet et R.-G. Brunton, 1920, t. II, page 814).

L'idée première et originale qui se dégage de ce décret est que en créant le Ministère des Wakfs pour les raisons qu'il énumère, il lui laisse néanmoins une autonomie propre et un budget indépendant.

Le Ministère des Wakfs possède ainsi une personnalité morale qui lui est reconnue, et présente ce caractère un peu spécial qui fait concilier cette personnalité quant à son autonomie interne, si l'on peut s'exprimer ainsi, avec sa dépendance du groupement gouvernemental, dont il fait partie, par rapport à l'Etat.

Cette conciliation paraît, en effet, un peu bizarre à première vue.

M. R. Lainville, dans son ouvrage « L'Épargne collective » (page 4) dit en parlant des personnes morales : « Les collectivités dotées d'un patrimoine, les personnes morales, pour employer l'expression juridique, que ce soient des sociétés, des syndicats ou des administrations, possèdent une caractéristique qui fait défaut aux êtres physiques : la durée ».

Si donc, on accorde à ce Ministère cette personnalité en vue de lui donner cette caractéristique, on ne comprend pas pourquoi on aurait changé le nom de l'Administration par celui de Ministère; ce dernier vocable ne se conciliant pas avec la durée.

Il nous semble qu'étant administration autonome, son effet est plus durable, qu'étant ministère, il est soumis, en ce dernier cas, aux changements multiples de dirigeants, lesquels ont un caractère plus souvent politique que technique.

Les Ministres dépendant de l'opinion politique du Conseil qui les forme, tombent avec lui. Et il semble que les wakfs n'ayant aucun caractère politique auraient du être maintenus en dehors de ses mouvements.

Quant à la surveillance de la Nation sur la gestion de ce département, elle aurait pu s'exercer sans qu'il ne soit nécessaire d'en faire un ministère.

Le Souverain du Pays ayant en principe la gestion de tous les biens wakfs sans Nazirs connus, tant Ahly que Khairy; c'est par une procuration spéciale qu'il nomme l'administrateur de ces biens. L'introduction du décret ci-haut cité, le dit d'ailleurs clairement : « le Ministre sera muni d'une procuration de nous, en la forme traditionnelle ». Il ne dépend donc que du souverain de créer cette surveillance,

sans besoin qu'elle risque d'être soumise aux vicissitudes des Ministères en général.

C'est une simple question d'appréciation où nous donnons notre avis en passant.

M. Jacques de Reinach, dans ses études sur les « Questions Economiques et Financières » (1923, page 12) est de l'avis suivant : « si un intérêt d'utilité publique rendait nécessaire l'intervention de l'Etat, mieux vaudrait que cette intervention s'exercât par la voie des garanties d'intérêts et des subventions, que par une mainmise directe sur le travail du pays ».

Cette conception nous paraît adéquate aux wakfs. Sans vouloir contester en rien la bonne administration de l'Etat, nous croyons que pour le cas qui nous occupe, il vaut mieux décentraliser que centraliser.

Les attributions du Ministère des wakfs restent les mêmes que ceux de l'Administration qu'il remplace.

C'est le décret du 13 juillet 1895, qui règle et délimite ces attributions.

Les principales des ces attributions sont : 1° la gérance par le Ministère des biens wakfs dont le charge le Cadi ou le Nazir d'un wakf en vertu d'un pouvoir spécial;

2° De veiller au maintien des biens constitués, l'article 10 dit à ce sujet : « Les revenus d'un bien wakf serviront d'abord, comme de droit, à l'entretien et à la conservation du dit wakf, conformément aux dispositions de l'acte constitutif, si cet acte existe, à moins que le Cadi ne constate que les intérêts des wakfs exigent une mesure contraire.

3° D'effectuer les échanges, consentir les Hekrs et les emprunts. Voici ce que dit l'article 17 à propos de l'échange des biens wakfs : « Les wakfs délabrés, placés sous la gestion

du Ministère des wakfs, et qui n'ont pas de revenus pour servir à leur réparation, pourront être échangés même contre de l'argent, jusqu'à l'achat d'autres immeubles. Ceux de ces wakfs qui sont en bon état ne pourront être échangés que contre des immeubles ayant la même valeur, à la condition que ceux-ci soient mieux situés et aient plus de rapport ».

4° Consentir les locations et percevoir les loyers des wakfs gérés par le Ministère.

5° Surveiller et administrer les mosquées, hospices, maisons, etc...

6° Gérer les wakfs qui lui sont provisoirement confiés.

7° Vérifier les comptes présentés par les Nazirs des wakfs pieux; l'article 36 dit : « Les Nazirs des wakfs purement pieux présenteront chaque année le compte de leur gestion au Ministère des wakfs, aux dates qu'il fixera. Ces comptes doivent contenir l'indication des immeubles, les recettes et les dépenses et être accompagnés autant que possible de pièces justificatives ainsi que du Hodget du wakf, si ce Hodget n'est pas enregistré au Ministère ».

8° Enregistrer les wakfieh. Tout acte constitutif devant être enregistré au Ministère.

9° Percevoir les droits afférents aux wakfs.

Le budget du Ministère ne devient exécutoire que par une ordonnance royale après approbation du Conseil supérieur (article 3, décret 20 novembre 1913).

Comme on peut s'en rendre compte, le Ministère des Wakfs présente des garanties sérieuses et efficaces, sauf notre avis, quant au titre de l'administrateur.

Grâce à son organisation compacte, grâce aux riches capitaux dont il dispose, ses effets et ses bienfaits peuvent être des plus étendus.

Par son intermédiaire et sous son administration peuvent être créées des coopératives de toutes sortes. Le tout n'est pas de donner des subsides aux pauvres, le tout n'est pas de les soigner ou les instruire ; il faut en plus les prévenir contre tout ce qui peut leur nuire et créer pour eux une économie dont ils peuvent profiter.

Le Ministère des Wakfs a tous les moyens pour réaliser les programmes sociaux les mieux conçus, mais encore faut-il en mettant à sa direction un technicien probe et expérimenté, lui laisser le temps de réaliser tous ces programmes.

C'est pourquoi il nous semble qu'il faut dissocier cette institution purement humanitaire et purement sociale des liens qu'on lui a créés et qui la font dépendre de la politique à laquelle elle est complètement étrangère.



Conclusion

Maintenant que nous avons expliqué la théorie du wakf, que nous avons combattu les critiques qui lui ont été adressées, et que nous avons démontré les bienfaits qui pouvaient en résulter, nous pouvons conclure que le wakf est une institution juridique et économique digne d'intérêt; que l'abolition du wakf en Egypte est nuisible pour le pays en l'état actuel des choses et que son maintien est d'une utilité incontestable dans l'intérêt même du pays.

Résumant notre étude, nous dirons que le maintien de cette institution s'impose :

- 1° Parce qu'elle est légale au point de vue juridique;
- 2° Parce qu'elle est économique dans le sens propre que l'on doit donner à l'économie;
- 3° Parce qu'elle est d'une grande utilité sociale;
- 4° Parce que son abolition dans les conditions actuelles est un danger économique pour le pays;
- 5° Parce que cette abolition serait matériellement impraticable;
- 6° Parce que cette institution étant d'origine coutumière, le législateur ne peut intervenir pour décider de son abolition tant que l'opinion publique, seule juge en la matière, lui est favorable;

7° Parce qu'en admettant même que l'opinion publique s'en détourne, il faudrait avant d'abolir le wakf, trouver une autre institution qui puisse avoir les mêmes avantages et les mêmes garanties au profit de la solidarité sociale ;

8° Parce qu'enfin l'institution du wakf ayant pris une grande extension en Egypte, son abolition radicale ferait un grand vide qui ne saurait avoir lieu sans avoir des répercussions sur toutes les branches vitales du pays.

Nous nous opposons donc radicalement à l'abolition du wakf en Egypte et par contre, nous insistons sur l'utilité de son maintien. Si notre voix est faible, nous espérons fermement, que les Egyptiens eux-mêmes comprendront cette utilité, et que de plus compétents et de plus éclairés que nous veuillent prendre la défense de cette vieille institution dont on ne peut nier les bienfaits sociaux.

Nous ne nous opposons nullement à tout ce qui pourrait créer des garanties efficaces et des améliorations dans cette institution.

On peut moderniser ses effets suivant les besoins et les progrès du jour, mais on ne doit pas les annihiler.

La question des wakfs est une pure question d'appréciation et d'interprétation. Bien comprise par ceux qui en usent et par ceux qui en profitent, bien comprise par les juges qui ont à appliquer ces théories et résoudre les différends qui peuvent en résulter ; l'institution du wakf présente des mérites que nulle autre institution quasi similaire ne saurait avoir.

Aujourd'hui ou en Egypte plus d'une question est à l'ordre du jour, il est à craindre que la question du wakf se pose et que les esprits dirigeants ne se laissent trop influencer par

les écrits des auteurs qui ont combattu cette institution sans faire valoir ses mérites. Il faut que ces dirigeants sentent un peu la responsabilité d'une décision qu'ils pourraient prendre sous de telles influences ; il faut que les Egyptiens eux-mêmes comprennent la valeur de cette institution pour pouvoir la défendre en cas de besoin.

L'esprit d'imitation peut souvent être nuisible, quand il est appliqué prématurément.

Irons-nous jusqu'à faire les plus grandes concessions, nous dirons que s'il faut à tout prix abolir le wakf pour des raisons plus sérieuses et plus fortes que celles jusqu'ici alléguées contre lui, nous persistons à prôner son maintien, ne fut-ce que dans la période transitoire où se trouve actuellement l'Egypte. S'il faut absolument que le wakf soit aboli un jour, ce jour n'est pas encore venu ; et tant qu'il ne sera pas venu, le wakf doit être maintenu.

Si ce jour arrive, l'abolition du wakf ne se fera que graduellement et contre une institution équivalente pour tous ceux qui en ont un besoin éminent. Il ne faut pas tuer la charité, il faut fortifier la solidarité, et s'il faut pour cela supporter un sacrifice, il faut savoir le supporter.

En terminant cette modeste étude, nous nous excusons auprès de toute cette classe de la société reconnaissante au wakf, si notre faible plume n'a pu traduire notre forte conviction : notre suprême désir est que cette institution vive encore à leur profit, tant qu'on ne l'aura pas efficacement remplacée pour eux, et tant que son abolition ne soit pas un danger pour les nationaux du pays.

En choisissant et en traitant ce sujet, nous avons estimé remplir un devoir de reconnaissance envers l'Egypte, notre effort se trouve donc déjà grandement récompensé.

Vu le Doyen,

Vu, le Président,

H. BERTHÉLÉMY.

W. OUALID.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur,

LAPIE.

Table des Matières

AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION :	
I. — Définition, caractère, validité et effets du wakf	11
II. — Du wakf mobilier	12
III. — Partage des biens constitués	14
IV. — Comment doit-on jouir du wakf	15
V. — Conditions de fond pour la légalité du wakf	15
1° Conditions afférentes au constituant ...	15
2° Conditions afférentes à l'acte constitutif	16
3° Conditions afférentes au bien constitué..	18
4° Conditions afférentes aux bénéficiaires..	18
VI. — Clauseés que le constituant peut insérer dans sa wakfieh	19
VII. — Les dix conditions	20
VIII. — Du wakf constitué en état de dernière maladie	20
IX. — De l'administration du wakf	21
PREMIERE PARTIE :	
I. — Bibliographie sommaire	23
II. — Sources du wakf	28
III. — Le wakf ressort-il du statut réel ou du statut personnel	34

DEUXIÈME PARTIE :

I. — Critiques adressées au wakf et réponse à ces critiques	37
II. — De la légitimité légale et économique du wakf	58
III. — Importance du wakf et danger de son abolition	66
IV. — Des bienfaits du wakf au point de vue social :	
1° Le wakf combat le paupérisme	73
2° Influence du wakf sur l'instruction et le culte dans le pays	77
3° Influence du wakf sur la santé publique	82
V. — Le Ministère des Wakfs	84
CONCLUSION	93

SAUMUR. — IMPRIMERIE M. CHEVALIER
